

la gauche

#20

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
50^E ANNEE • FEVRIER 2006

Comprendre le monde pour le changer





Le Sinistre de l'Intérieur VLD Patrick Dewael, sorte de cousin belge de Sarkozy, a récemment exprimé sa volonté de criminaliser la solidarité en faveur des sans papiers. La politique d'asile ne cesse de se durcir. Les faits ne manquent pas : de véritables razzias contre les sans papiers sont organisées sous couvert de lutte contre les marchands de sommeil et le travail au noir. A Anvers, des inspecteurs de la police des étrangers accompagnent les contrôleurs des transports en commun. Les occupants de l'Eglise Sainte-Boniface ne sont toujours pas écoutés. Le budget des expulsions a augmenté de 158% depuis 2003 (au total, 13 millions d'euros !). Cette politique inhumaine s'enfonce d'ailleurs dans l'ignominie avec l'augmentation alarmante d'enfants détenus dans les Centres fermés, ces camps de la honte de nos "démocraties". Au 127 bis, ils représentent déjà plus de la moitié des prisonniers et des extensions pour leur "accueil" sont prévus à Vottem et à Merksplas. Une situation à tel point intolérable en ce qu'elle viole les droits élémentaires de l'enfant que le Haut Commissariat au Réfugiés et y compris - une fois n'est pas coutume - les Nations Unies s'en inquiètent et dénoncent ce drame humain. Mais cela ne reste que des palabres. Contre une politique qui ne sert qu'à flatter l'électorat de l'extrême droite, la seule solution demeure la mobilisation la plus large et la désobéissance civile face à des lois scélérates. C'est pourquoi une série d'associations et d'ONG se sont réunies afin de lancer un appel à signer contre la criminalisation de la solidarité envers les sans papiers (voir ci-dessous). A Vottem, le dimanche 29 janvier une manifestation unitaire était organisée contre l'enfermement des enfants (et contre l'enfermement tout court des sans papiers). L'UDEP et diverses organisations sociales, ONG, syndicales et politiques (dont le POS) appellent à une manifestation massive le samedi 25 février prochain à Bruxelles (départ Gare du Midi à 14H) afin d'exiger l'adoption d'une loi de régularisation permanente, l'arrêt des expulsions et la suppression des centres fermés. Nous appelons nos lecteurs et lectrices à soutenir et à s'associer activement à ces initiatives !

LA SOLIDARITE N'EST PAS UN DÉLIT!

SOLIDAIRES DONC CRIMINELS ? NON À LA CRIMINALISATION DE L'AIDE AUX SANS PAPIERS !

Monsieur le Ministre,
Criminaliser l'aide que des citoyens et citoyennes de ce pays apportent à des hommes, femmes et enfants sans titre de séjour valable : tels sont les propos que vous avez tenus dans le journal "Gazet van Antwerpen" le samedi 7 janvier 2006.

Ces propos sont, pour les organisations et citoyens solidaires que nous sommes, inacceptables.

Alors que les décisions politiques successives ont largement contribué à criminaliser les sans-papiers depuis de nombreuses années, menacer de sanctionner les personnes venant en aide à des étrangers en séjour illégal en Belgique constitue une intimidation révoltante et un détournement inacceptable dans l'interprétation de la législation belge. Vos propos ont créé la confusion et risquent d'induire en erreur des associations et des personnes auprès de qui il faudra rétablir la vérité : l'aide humanitaire apportée à un étranger en séjour clan-

destin n'est pas un délit!

Les "sans-papiers" subissent souvent, dans notre pays, des conditions de vie très précaires. Venir en aide à ceux qui sont en mauvaise santé, qui ont faim ou froid est une obligation morale, humaniste. Que ces personnes soient proches ou éloignées, et quelles que soient leur nationalité, religion, sexe ou statut légal. Criminaliser cet acte de solidarité est inacceptable. Se baser sur les articles 77 et 77bis de la loi de 1980 pour appuyer cela est contestable : ces articles concernent en effet la traite et le trafic d'êtres humains. Associer l'aide légitime apportée par les citoyens et citoyennes de Belgique à de pareilles pratiques constitue une injure envers ces individus, solidaires d'hommes, femmes et enfants soumis à la clandestinité.

De tels propos sont non seulement inquiétants et injurieux, mais font également porter des risques à notre démocratie. S'attaquer au principe de la solidarité entre êtres humains est à nos yeux inadmissible et porteur de toutes les dérives. Menacer ouvertement des citoyens pour un pareil engagement constitue une faute démocratique que nous ne pouvons tolérer. En outre, offrir aux

partis liberticides une tribune de récupération aussi prévisible est irresponsable à quelques mois des élections communales, et la part de chacun dans la montée des partis racistes au soir des élections devra être assumée.

En conséquence de quoi,

Nous, organisations de solidarité avec les plus vulnérables d'ici et d'ailleurs,

Nous, hommes et femmes attachés au principe de solidarité entre êtres humains,

Nous, "sans-papiers" de Belgique conscients de l'importance de l'aide de chacun,

Nous sommes tous des "criminels" de la solidarité !

Nous condamnons fermement vos propos sur la criminalisation de l'aide aux personnes dénuées de titres de séjour et réaffirmons notre volonté de soutenir, aujourd'hui comme demain, et malgré les menaces de poursuites judiciaires, les hommes, femmes et enfants "sans-papiers" en Belgique. ■

Pour signer la pétition en ligne:

http://www.cncd.be/pages/actu_petition.cfm

Pour télécharger la pétition:

<http://www.cire.irisnet.be/petition.pdf>



Il y a quelques semaines, nous écrivions dans ce journal que les dockers européens montraient la voie à suivre au mouvement ouvrier afin de faire face à l'offensive néolibérale. Leur récente et brillante victoire le confirme avec éclat !

Pour rappel, dès l'automne 2005, les organisations syndicales des dockers européens étaient repartis à la contre-offensive contre un nouveau projet de directive sur la libéralisation des services portuaires, concocté par la très néolibérale Commission européenne. Après avoir essuyé un premier échec en 2003 grâce à la mobilisation des dockers, cette seconde mouture, issue en droite ligne de la Stratégie de Lisbonne, visait notamment à permettre aux armateurs " l'au-

tous les ports européens (20.000 grévistes) et plus de 8.000 dockers manifestaient à Strasbourg. Le 18 janvier, 532 des 677 députés ont voté contre le projet de directive, sonnante le glas de cette nouvelle tentative de la Commission.

Le Parlement européen n'étant pas précisément une sorte de Soviet anti-néolibéral - c'est cette même instance qui risque fort d'adopter prochainement la directive Bolkestein, un autre avatar de l'Europe du Capital - il est donc clair que c'est la mobilisation décidée des dockers et de leurs organisations syndicales qui a définitivement pesé dans la balance. Par leur victoire, les dockers démontrent à l'ensemble du mouvement ouvrier européen deux choses essentielles : 1) il est possible de vaincre une direc-

Oui à l'Europe des dockers !

to-assistance ". Possibilité leur était offerte de se passer des services de débarquement portuaires - strictement réglementés sur la sécurité et à la main-d'œuvre syndiquée - en faveur d'entreprises moins regardantes sur ces deux tableaux ou en faveur des équipages des navires eux-mêmes, souvent sous-payés, surexploités et qui ne sont pas du tout formés pour cela. Une telle directive ne pouvait entraîner qu'un dumping social et une spirale sans fin dans la dégradation des conditions de travail et des salaires des dockers.

La mobilisation de ces derniers a donc été, comme en 2001-2003, à la hauteur de l'enjeu : massive et déterminée. Et surtout à nouveau payante car, face à cette directive européenne, la Fédération européenne des transports et le Conseil international des travailleurs des ports ont opté pour la seule méthode efficace : une lutte et une mobilisation à l'échelle européenne au travers d'euro-grèves et d'euro-manifestations. Le 22 novembre dernier, au lendemain d'une manifestation de dockers dans les rues de Bruxelles, le projet de directive était rejeté par la Commission Transports du Parlement européen. Le 16 janvier, une euro-grève a paralysé

tive néolibérale de l'UE - ils sont d'ailleurs les seuls, à ce jour, à y être parvenus - et 2) la seule voie pour ce faire et d'européaniser la lutte des travailleurs.

Aujourd'hui, c'est par la répression que la bourgeoisie tente de limiter les dégâts en criminalisant le mouvement de lutte des dockers. Ainsi, dans le cadre de la manifestation de Strasbourg où des affrontements importants ont eu lieu avec les forces anti-émeute, treize dockers (dont une dizaine de Belgique) ont été arrêtés et condamnés selon une procédure inique et expéditive - la même qui a été mise en application contre la révolte des jeunes des banlieues... La plupart a écopé de plusieurs mois de prison ferme. Le mouvement ouvrier dans son ensemble et toutes les forces progressistes doivent exiger leur acquittement et leur libération immédiate. Dans ce sens, et afin de soutenir ces dockers et leur famille, une campagne de soutien se met sur pied en Belgique, de la part des trois organisations syndicales (numéro de compte de soutien commun : 132-5049503-15, mention " Solidarité Strasbourg ") et d'un comité de soutien bruxellois (001-4518516-41, mention solidarité dockers européens).■

Le début de l'exploitation industrielle de l'amiante remonte au XIXe siècle. Mais depuis le premier janvier 2005, une directive européenne en interdit totalement l'usage. Récemment, le porte-avions français Clemenceau devant être désamianté en Inde a rappelé la patate chaude que constitue ce matériau utilisé durant des décennies et dont tous ceux qui en vantaient les mérites essaient aujourd'hui de se débarrasser. En ce début de XXIe siècle, le nombre de victimes se compte par milliers et le pire reste à venir. PAR SEBASTIEN BRULEZ

Un SILENCE qui coute cher en VIES HUMAINES

Il aura donc fallu plus d'un siècle pour que la toxicité de l'amiante soit reconnue. "Reconnue" et non pas "connue". Des pathologies apparaissent déjà dans les premières années de l'exploitation industrielle. Mais, dans la plupart des cas, les entreprises privées se sont attachées à les dissimuler, avec la complicité des gouvernements.

Des décennies de mensonge

Chez nous, à Harmignies près de Mons, l'usine Coverit (filiale du groupe Eternit) constitue un cas d'école. Elle a fermé ses portes en 1987. Certaines personnes y ont travaillé pendant plus de trente ans, sans jamais être réellement informées du danger mortel que représentait le matériau. Michel Verniers, délégué syndical de l'entreprise durant de nombreuses années, explique ce qui l'a poussé à s'intéresser au problème: "Après la fermeture de l'usine, je me suis rendu compte que de plus en plus d'anciens collègues décédaient rapidement. J'ai alors commencé à tenir une liste des décès et à faire des recherches sur l'amiante. Aujourd'hui, sur 220 travailleurs que comptait l'entreprise, 116 sont morts et 49 sont malades. Parmi les 116 victimes, 4 se sont suicidées à cause de leur maladie".

"On ne nous a jamais dit que l'amiante était mauvais. C'était en haut lieu que cela se savait" confie Vivian Lescaut, lui aussi ancien travailleur de Coverit. "J'ai été engagé en 1977. Quelques semaines plus tard, Des journalistes sont venus nous dire que l'amiante présentait des dangers. Le patron les a mis dehors et nous a dit de ne pas écouter les journalistes. Selon lui, c'était de la désinformation. Jusque là nous avions toujours travaillé sans aucune protection. Un peu plus tard on nous a

dit qu'il fallait prendre quelques précautions, mais elles étaient minimes. Comme aucun ouvrier n'était malade, nous n'étions pas conscients du danger".

Une bombe à retardement

En effet, les symptômes mettent généralement du temps avant d'apparaître. Il peut parfois s'écouler 20 ou 30 ans entre l'exposition et l'apparition des pathologies. Ainsi, une étude réalisée en France en 1998 avançait que, entre 1996 et 2020, 20 000 décès dans la population masculine et plus de 2900 décès dans la population féminine pourraient être directement liés à un mésothéliome, un cancer de la plèvre ou du péritoine spécifiquement lié à l'amiante. Il ressort également d'une seconde enquête que: "La mortalité par mésothéliome en France va continuer d'augmenter sur une longue période. Le pic de mortalité se situera entre 2025 et 2040"⁽¹⁾.

Michel Verniers et Vivian Lescaut sont tous deux bénévoles à la Cellule amiante de la CSC, créée à leur initiative en 2003, suite une réunion intersyndicale. Ils ont ensuite été rejoints par Mme Declerc, veuve d'un ancien travailleur de Coverit. Aujourd'hui, ils espèrent que leurs revendications seront écoutées. "Des personnes isolées essaient parfois de nous aider mais aucun parti politique n'est prêt à se mouiller à l'heure actuelle". Mais que réclament-ils? "L'amélioration des indemnisations et la création d'un fond d'indemnisation de l'amiante pour les travailleurs et l'environnement; la condamnation des patrons et la reconnaissance de la faute inexcusable; des réparations pour toutes les victimes et leurs familles afin d'assurer la survie financière de ces dernières; et enfin, que la reconnais-

sance des malades de l'amiante et leur indemnisation ne soient pas soumises à une prescription sur le nombre d'années".

Profits privés, dettes collectives

"Ce sont les patrons qui se sont enrichis durant des années en nous contaminant et aujourd'hui, c'est la collectivité qui doit payer les indemnisations". La reconnaissance de la faute inexcusable précitée permettrait de traduire certains employeurs devant la justice pénale. D'autant plus que tout indique à penser que le danger du produit a été minimisé délibérément. "Lorsque nous passions à la visite médicale, si quelqu'un avait des problèmes respiratoires, ils lui disaient qu'il fumait trop!".

En 1985, la direction a demandé à la médecine du travail d'approfondir les examens médicaux sur les travailleurs. Les ouvriers n'ont pas eu accès à leur dossier médical. En juillet 1987, l'entreprise fermait définitivement ses portes. "La direction nous a dit que l'usine n'était plus rentable, c'était absolument faux. Elle savait que les maladies allaient commencer à éclater, c'est pour ça qu'elle décidait de fermer le site". confie Michel Verniers.

Aujourd'hui, malgré son interdiction en Europe, plus de deux millions de tonnes d'amiante continuent d'être produites chaque année, au nom du profit. Si la production se maintient, malgré le danger avéré de la fibre minérale, c'est que de nouveaux marchés se sont ouverts avec les pays émergents d'Asie. ■

(1) Enquêtes citées dans le "Rapport du Gouvernement (français) au Parlement, présentant l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante pour l'année en cours (2003) et pour les vingt années suivantes".

L'Amérique centrale - en particulier le Guatemala et le Honduras - est devenue la zone du continent américain la plus touchée par les meurtres crapuleux de femmes de tous âges, situations sociales, professions et niveaux d'études. L'auteur établit un lien entre ces assassinats et le passé de guerre civile dans ces pays et suggère que le féminicide peut être une politique spécialement conçue pour terroriser celles qui émergent comme actrices de leur propre destin et du changement social et économique. PAR FRANCESCA GARGALLO*

LE "FÉMINICIDE" DANS LES RÉPUBLIQUES "MAQUILADORAS"

Elles étaient professeurs, paysannes, dirigeantes syndicales, employées de maison, commerçantes ou encore exerçaient des professions libérales. Elles ont toutes été assassinées entre 2001 et mai 2005: 1 780 au Guatemala, 462 au Honduras, 117 au Costa Rica, environ cinq par mois au Salvador. Les données sont inexistantes au Panama, à Belize et au Nicaragua car une façon d'empêcher que justice soit faite est de ne pas reconnaître le délit.



L'immense majorité des femmes et des jeunes filles d'Amérique centrale vivent au quotidien dans une situation de violence spécifique, liée à la pauvreté et à la place que la société leur impose dans son ordre familial, religieux et du travail. Si cette violence n'est jamais poursuivie en justice par les instances judiciaires - ce qui laisse entendre qu'il n'est pas important de poursuivre les délits commis contre les femmes -, alors le féminicide apparaît comme un syndrome dans lequel tous les facteurs entrent en jeu.

Le féminicide peut être défini comme "le génocide contre les femmes" qui se perpétue lorsque les conditions historiques engendrent des pratiques sociales qui permettent d'attenter à l'intégrité, au développement, à la santé, aux libertés et aux vies des femmes. Ce qui reviendrait à dire que le féminicide est commis dans l'intention de détruire un groupe social identifié par son sexe, en le soumettant intentionnellement à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou par-

tielle, selon la définition du génocide établie par l'Assemblée générale de l'ONU en 1948. Il ne peut y avoir de féminicide sans que les autorités ne soient complices avec les auteurs des crimes car ceux-ci jouissent à la fois d'une impunité constante quant aux crimes contre les femmes et de la responsabilité complice de l'Etat et des organismes compétents qui ne donnent pas de réponse pour mettre fin à cette violence, tant en raison de la fragilité du système de sécurité et de justice que du manque de volonté politique, de la lenteur à mettre en œuvre les réformes légales demandées et du désintérêt manifeste pour le problème.

Sur tout le territoire centraméricain, en ce début de millénaire, trois phénomènes ont commencé à émerger dans l'opinion publique: 1) la fin de la guerre n'implique pas la fin de la violence; 2) la police publique et privée continue à assassiner, ses cibles étant maintenant les jeunes des gangs; 3) un nombre toujours croissant de femmes est assassiné.

Aujourd'hui nous ne connaissons pas le nombre exact de femmes assassinées. Le chiffre varie selon les institutions et est établi selon des critères différents. Dans ce contexte confus, les autorités des pays centraméricains ont tendance à donner des réponses superficielles et inappropriées aux exigences de justice, semblables à celles qu'elles donnaient auparavant aux familles des victimes de la répression et aux défenseurs des droits humains. Au Guatemala, seul 7%

des assassinats commis dans les centres urbains donnent lieu à une enquête pour rechercher le coupable éventuel. Au Salvador, ce pourcentage atteint 8% et au Honduras, 6%. Dans le cas des assassinats de femmes, seuls 26% font l'objet d'une enquête.

Les autorités et les secteurs les plus conservateurs de la société assurent que le féminicide n'existe pas, qu'il y a plus d'assassinats d'hommes que de femmes et que l'impunité est pareille dans les deux cas. En d'autres termes, ils laissent entendre que les "morts" de femmes ont un lien avec la violence au sein de la famille, des "embrouilles avec des maras (gangs urbains)" et/ou la délinquance commune, et qu'il n'y a ni intentionnalité de tuer des femmes ni une action de l'Etat qui favoriserait cette situation.

A l'opposé, des défenseurs des droits humains et des féministes avancent l'hypothèse que le féminicide fait partie d'une conspiration en faveur d'un ordre conservateur et néolibéral afin de semer la peur par le biais de l'usage de modèles de violence. Si cela venait à se confirmer, la politique de la terreur se servirait de la tendance d'une société aux rapports de pouvoir inégaux à agresser les femmes et les jeunes filles, pour terroriser celles qui s'affirment comme actrices de leur propre destin et du changement social et économique. Le féminicide serait alors une sorte d'action de dissuasion contre ces femmes qui auraient les velléités de participer à la vie politique, syndicale et/ou culturelle, et qui compterai sur l'appui total des secteurs les plus violents et réactionnaires de la société. ■

* Extraits de l'article publié dans *La Jornada*, supplément Masiosare, 17 juillet 2005, traduit en français sur le site www.risal.collectifs.net.

En décembre dernier, deux membres du groupe de rap Starflam enregistraient un album avec des élèves d'écoles secondaires liégeoises comptant de nombreux jeunes issus de l'immigration. Aidés par le FIPI (Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés) et l'asbl Animation et Création, Seg et Akro ont accompagné ces jeunes durant plusieurs semaines dans le cadre de leur cours de français. La Gauche a profité de l'occasion pour rencontrer les deux rappers à la Maison des Jeunes de Thier...

PAR SEBASTIEN BRULEZ

STARFLAM

" LE RAP SE FAIT LE
VECTEUR DES
MOUVEMENTS SOCIAUX "

Photos : S. Brulez

Qu'est-ce qui vous motive à participer à ce genre d'initiatives ?

Seg : Pour nous c'est un peu transmettre la flamme qu'on nous a donné il y a 15 - 20 ans. On a fait nos débuts dans cette Maison de jeunesse. On bénéficiait à l'époque d'un petit local derrière pour répéter et peu à peu on a commencé à se faire connaître. Cela a profité à la Maison des Jeunes qui a pu revendiquer le travail qu'ils avaient fait avec nous. Elle a ainsi pu obtenir des subsides afin de monter un petit studio qui est celui dans lequel nous travaillons avec les jeunes actuellement. C'est donc une continuité. Le but n'est pas d'en faire des musiciens ni des rappers confirmés mais plutôt de leur montrer qu'ils sont aussi capables d'écrire des phrases censées. Parce que souvent ce qu'ils entendent à longueur de journée c'est qu'ils ne sont capables de rien. Et nous on voulait leur montrer que faire du rap, ça n'est pas si compliqué. Ils savent parler, ils savent écrire, c'est la même chose. Il y a juste une réflexion différente à avoir au départ. Et je pense qu'il seront fiers de ce qu'ils ont fait et c'est bien là le but. Et c'est aussi pour leur montrer qu'il y a encore des gens qui pensent à eux, qu'il y a quand même des choses qui se font concrètement dans leur quartier. Parce qu'en général on travaille dans des quartiers

qui sont un peu à l'abandon. A côté de ça on fait aussi des ateliers avec des enfants, avec des mineurs délinquants dans des centres fermés, etc.

Avez-vous commencé à rapper dans le but de faire passer un message ou le fait de rapper a-t-il entraîné, par la suite, l'envie de dire des choses engagées ?

Akro : On n'a pas commencé par faire du rap, on baignait déjà dans l'environnement hip-hop et on a commencé par des choses plus abordables comme le tag ou le break. L'écriture et le rap sont venus bien après. Je pense que cela provient des influences et de l'environnement que nous avons à l'époque, qui était un rap fort à message. Ce qui nous a donné envie d'écrire des textes plus censés plutôt que d'écrire juste des trucs simples. Au niveau français on écoutait beaucoup Assassins, NTM ou MC Solaar qui avaient des textes avec un contenu. Et même au niveau des rappers américains, ces gens avaient des convictions. Nous, on ne vivait pas du tout dans la même réalité (leurs chansons décrivaient l'émancipation des afro-américains qui étaient mis sur le côté, etc.) mais on avait aussi des problèmes sociaux à dénoncer.

Seg : Malheureusement, aujourd'hui, le

rap revêt de plus en plus de messages néolibéraux, où l'on met de plus en plus en avant les marques de vêtements, l'argent, etc.

Comment vous positionnez-vous par rapport à cela ?

Seg : Dans notre cas, nous nous positionnons par rapport à un système dans lequel on est. On ne veut pas cracher sur tout et dire qu'on est mieux. On est comme tout le monde, on est dans le système et on fait partie de ce système.

Mais je pense qu'il y a moyen de le démontrer avec intelligence. Comme je dis dans l'un de mes textes : "Nike Air aux pieds, ça ne m'empêche pas de faire défiler mes idées". Ce n'est pas parce que j'ai des Nike aux pieds que je ne vais pas partir en manif quand il y a quelque chose qui ne me plaît pas. C'est le paradoxe de cette chanson et d'autres. Comme dans "Ma Parade", où l'on explique qu'on est une génération qui a "le cul entre deux chaises". Cela se ressent avec les mouvements contestataires contre la malbouffe, contre la mondialisation, etc. Ce sont les contradictions de notre époque. On n'est pas directement responsable de ces contradictions, on est né en plein dedans et on en a revêtu tous les aspects. Je pense

que chacun doit essayer de trouver sa logique personnelle dans ce foutoir.

Quel est la place du rap dans la contestation ? Peut-il être un outil pour dénoncer les inégalités sociales ?

Akro : C'est une espèce de punching-ball au niveau du verbe, on lâche des choses. Peut-être que quand on commence à écrire vers 15 - 16 ans, on est naïf et on ne sait pas si ça va toucher juste notre voisin ou plus de monde. Mais l'important c'est qu'on puisse lâcher un truc et le canaliser dans un texte. Ce sera soit un couplet, soit une chanson, soit une idée d'album avec une ligne de conduite.

Seg : Je crois que le rap est en phase avec son époque. Si l'époque est difficile et qu'il y a des mouvements sociaux importants, il se fera le vecteur de ses mouvements sociaux. Je pense que la démarche principale du rap est de décrire une société donnée à un temps T.

Comment voyez-vous ce qui s'est passé en 2005 dans les banlieues françaises ?

Akro : Ce que je trouve un peu dommage par rapport à d'autres mouvements (comme en 68 par exemple ou d'autres soulèvements de populations jeunes), c'est que j'ai l'impression que, de part et d'autre du problème en France, il n'y a pas de discours. Les gens n'ont rien à dire. Les politiques n'ont rien à dire, ils veulent donner dans le répressif pur et dur. Et les jeunes n'ont rien à dire non plus.

Vous voulez dire qu'il n'y a pas d'idées derrière ?

Seg : Disons qu'il y a une pulsion qui vient d'un problème qui est là. Le sentiment de révolte est légitime, mais la manière de l'exprimer manque franchement de fond et de conviction. Cela rend peu crédible et c'est peut-être là tout le problème. Ce qui s'est passé dans les banlieues se passait déjà il y a 25 ans. En gros il y a une espèce de décalage permanent entre la situation de gens qu'on a envoyé vivre dans des zones qui sont franchement invivables et le politique qui est complètement à côté de la plaque et qui propose des solutions alternatives qui ne sont pas du tout en phase avec le problème.

D'un autre côté, on se retranche derrière le fait que le rap véhicule un message et une réalité pas toujours belle à entendre. Et aujourd'hui on essaie de nous faire croire que c'est le rap qui est le déclencheur de ce qui s'est passé dans les banlieues. C'est faux, le rap ne fait que résumer ce que les gens vivent au quotidien. Il ne crée pas une nouvelle situation de vie, il ne fait que déplorer celle que les gens vivent au jour le jour. Affirmer que le rap est responsable de ça c'est complètement hallucinant ! Ça veut dire que le politicien ne voit pas ses responsabilités en face et ne reconnaît pas que si les jeunes ont des textes aussi désespérants et parfois aussi agressifs, c'est que leur quotidien l'est

accessible à un maximum de gens. Mais d'un autre côté, on est artistes avant tout et il est clair que quand on voit qu'entre un album et l'autre ça chute parce qu'il y a deux ou trois années qui sont écoulées et que depuis il y a de plus en plus de téléchargement, surtout en Hip-Hop et R&B, ça fait mal.

Seg : Je pense que le débat est super large. Et pour moi il y a différents problèmes. Prenons simplement le fait que quand nous avons sorti nos deux albums chez EMI, la société se plaignait que le deuxième album se vendait moins que le précédent, à cause du téléchargement. Mais qui est le détenteur du brevet de la licence mp3 ? C'est



Akro et Seg. Photo: S.Bruliez

tout autant. Et que c'est ça qu'il faut changer pour que les textes de rap changent. Ces jeunes ont envie qu'on leur donne un autre avenir. Mais on n'envisage que des voies de garage pour eux et après on s'étonne qu'ils se révoltent.

La copie de cd et le téléchargement de musiques sur internet permettent de toucher un nombre croissant de jeunes. Quelle est votre opinion sur ce phénomène ?

Akro : On est un peu entre les deux. Nous, on avait les cassettes et que ce soit le cd le nouveau support, ça n'est pas très grave. La diffusion de la musique, pour nous, peut être gratuite pour qu'un maximum de monde en profite et peut-être vienne à nos concerts. Parce que, un artiste, on ne pourra jamais le télécharger. On est donc partagé entre le fait que cette musique, c'est très bien qu'elle soit gratuite et

EMI ! C'est eux qui ont acheté cette technologie, c'est eux qui l'ont répandue et propagée. Donc ce qu'ils perdent d'un côté, ils le récupèrent de l'autre⁽¹⁾. Même chose pour Sony Music qui dit qu'avec le téléchargement et la copie de cd ils vendent moins d'articles. D'accord, mais ils vendent des cd vierges et des graveurs cd. Donc rien n'est perdu pour eux. Les seuls perdants dans l'histoire ce sont les artistes. Parce que eux vendent moins de cd et ce sont les seuls qui dépendent directement de la vente de cd. ■

(1) En septembre 1999, EMI a mis en ligne le premier album digital téléchargeable ("Hours" de David Bowie). Au premier semestre 2005, les ventes digitales de EMI atteignaient 44,6 millions de Livres (environ 65 millions d'euros) et représentaient 4,9% des revenus du groupe. Ce qui signifie une augmentation de 191,9% par rapport à 2004. Source : www.emigroup.com

La Gauche a interviewé Jef Sleenckx, ancien parlementaire du parti socialiste flamand (SP.a). Ces derniers mois, il a mené campagne aux côtés de George Debunne contre la Constitution européenne. Quand le combat contre le pacte de solidarité entre les générations a été lancé en septembre dernier, J.S. a immédiatement pris fait et cause pour les syndicats en soutenant leurs actions. Il a lui-même milité lors du congrès de son parti (SP.a) à Hasselt. "De nombreux mandataires étaient évidemment furieux contre moi", explique-t-il. Sa colère provient de son aversion pour l'extrême droite. Mais il craint que le SP.a ne soit désormais plus en mesure de battre l'extrême droite et de reprendre des voix au Vlaams Belang. INTERVIEW PAR DAVID DESSERS

JEF SLEENCKX

"PLACE A L'ALTERNATIVE!"

Jef Sleenckx: Le combat contre le pacte de solidarité entre les générations a été un moment décisif, tout comme l'ont été auparavant le combat contre le Plan global et la marche blanche. Ces moments où le peuple veut prendre la politique en main, où le sentiment général est que les choses ne peuvent plus continuer de la même manière.

Au cours des nombreuses discussions que j'ai eues aux piquets de grève et dans les manifestations, les gens me confiaient qu'il fallait que les choses changent. Beaucoup de personnes me connaissent depuis 1971 lorsque j'ai fondé le GAK (Groot Arbeiders Comité - "Grand Comité des Travailleurs") avec les travailleurs. C'est pourquoi on me cherche et on vient me dire pendant les actions qu'il faut que les choses changent, étant donné que les partis traditionnels sont incapables de reprendre quoi que ce soit au Vlaams Belang. En Wallonie, le FN se rapproche également des 10%. Ni le SP.a, ni le PS ne parvient donc à trouver une solution au problème de l'extrême droite. Les gens me demandaient aux piquets de grève: "Jef, pour qui devons-nous voter aujourd'hui?" La déception engendrée par le comportement du SP.a et du PS est particulièrement importante. Durant les nombreuses conférences que je donne - entre autres aux délégués syndicaux - des personnes viennent me dire qu'après avoir été membres du SP.a pendant 35 ans, elles ont renvoyé leur carte. Il existait un formidable élan de combativité et, à mon grand regret, je constate que la direction syndicale a, en partie, mis progressivement un terme à cette combativité. Toutefois, j'encourage tout le monde à se syndiquer, parce qu'avec tous leurs défauts, les syndicats restent

la meilleure garantie pour la sécurité sociale.

La direction syndicale affirmera certainement que poursuivre la grève était inutile car aucune autre solution ne pouvait être trouvée. Selon moi, il y avait néanmoins bien une solution: si les syndicats avaient poursuivi leurs actions, alors, le gouvernement n'aurait eu d'autre solution que de démissionner.

point les gens déçus quittent le parti. Récemment, j'ai eu une discussion avec une trentaine de délégués à Anvers, essentiellement des chefs-délégués des entreprises. Je leur ai parlé de la Constitution européenne et du rapport de cette dernière avec le pacte de solidarité entre les générations. Alors, ces délégués pensaient aussi qu'il fallait que les choses changent. Une nouvelle réunion sera bientôt organisée avec ces



Jef Sleenckx

Naturellement, une grande partie des membres du SP.a se fâche contre moi quand je dis de telles choses. Quand, aux portes du congrès du SP.a à Hasselt en compagnie des délégués, j'ai distribué des appels à s'opposer au pacte de solidarité entre les générations, de nombreux mandataires étaient également furieux. Cependant, je vois à quel

délégués. Ces personnes désirent donc que la situation change: une alternative claire, à gauche du SP.a, orientée vers les travailleurs.

Pensez-vous que le temps est venu pour une telle alternative politique ?

J. S.: Le changement se fait petit à petit et non brusquement. C'est toujours ce

que j'ai reproché à la petite gauche, bien que j'y aie pas mal d'amis. Les partis de la petite gauche se tiennent trop à l'écart de la population et expriment toutes sortes de choses auxquelles les gens ne sont pas sensibles. Mon objectif est précisément de tisser un lien étroit avec la population. Au cours de débats, il est arrivé que l'on me demande: "Jef, présente-nous un programme". Mais ce n'est pas à moi de présenter un programme. Si un programme est établi, il doit émaner du groupe, des discussions. Ce n'est ni Jef Sleenckx ni la petite gauche qui doivent montrer la marche à suivre. Non, c'est le rôle des délégués et des autres qui doivent se nourrir de leurs expériences et des débats. J'ai l'intuition que les choses évoluent dans ce sens. Au cours des derniers mois, j'ai donné des conférences quasi quotidiennement partout dans le pays. Des membres de la CSC sont également entrés en contact avec moi. Dans ma région, j'ai toujours essayé d'être le parlementaire de tous les travailleurs. Si un nouveau mouvement venait à naître, il importe que les membres de la CSC puissent participer à sa création.

Vous arpentez donc le pays avec des objectifs concrets afin de mettre un nouveau mouvement politique sur pied ?

J. S.: Ce qui m'énerve le plus, c'est l'extrême droite. Avec les moyens limités dont je dispose, je désire mettre tout en œuvre pour contrer l'extrême droite. C'est ma motivation. C'est une des raisons pour lesquelles je donne si souvent des conférences partout et rentre chez moi tard le soir en prenant le dernier train. Et s'il s'avère qu'en créant un nouveau mouvement politique, nous pouvions reprendre quelques pourcents à l'extrême droite, alors je n'hésiterais pas. Le point de départ doit rester le groupe, les travailleurs eux-mêmes. Ce sont eux qui doivent fixer les objectifs à atteindre.

J'étais présent à Anvers quand Johan Vande Lanotte est venu défendre le pacte de solidarité entre les générations. A la fin de ses explications, j'ai immédiatement levé la main. Je voulais prendre la parole mais pas depuis mon siège. Je me suis alors dirigé vers le micro et j'ai affirmé clairement que le SP.a faisait peur aux gens. Je me suis entièrement basé sur l'étude réalisée par la commis-

sion vieillissement. L'étude montre la chose suivante: il y a actuellement 2,5 milliards d'euros en réserve. Aujourd'hui, le problème du vieillissement ne se pose pas encore, mais d'ici 2030, 9 milliards d'euros supplémentaires seront nécessaires à la sécurité sociale. Notre PIB s'élève à environ 250 milliards d'euros. Si l'on suppose une croissance de 1,5%, 112 milliards d'euros viendront s'ajouter aux 250 autres d'ici 2030, ce qui représente une augmentation de 45%. Ma question est: n'est-il pas possible de retirer 9 milliards des 112 milliards pour la sécurité sociale? Car, en 1980, la masse salariale s'élevait à 60% du PIB et est désormais passée à 52%. La contribution du gouvernement au budget de la sécurité sociale était alors de 6% contre seulement 2% à l'heure actuelle. On dispose donc de tous les moyens pour faire face au vieillissement.

De plus, au cours de cette soirée à Anvers, j'ai également parlé de la perception des impôts. Chaque inspecteur engagé rapporte environ 500.000 euros à l'Etat. Pourtant, en pratique, personne n'est embauché. En outre, un impôt sur la fortune d'à peine 1% renflouerait les caisses à coup de milliards. 80% des fortunes se trouvent dans l'immobilier. N'utilisez pas l'argument de la fuite des capitaux. On ne peut prendre sa maison sur le dos et s'en aller! Ne faisons pas peur aux gens. Seul un peu de courage politique est nécessaire pour faire face au vieillissement. Johan Vande Lanotte n'était évidemment pas heureux après mon intervention. Mais je lui ai dit qu'il ne comprenait pas que la prépension était devenue un symbole pour les gens qui ont le sentiment d'être de plus en plus exploités par l'économie. Les gens doivent travailler toujours plus dur. Désormais, ils doivent aussi travailler plus longtemps. La prochaine étape est la baisse des salaires, car les barèmes d'ancienneté sont eux aussi remis en cause.

La direction du SP.a ferait donc mieux d'écouter un peu plus la base du mouvement. Mais le problème est que les socialistes ne sont plus présents dans les quartiers difficiles. Nous n'y sommes plus, et plus grave encore, nous avons même pris peur de notre public de base. C'est ainsi que nous favorisons le VB. Un

docker a pris la parole après moi. Dans la langue imagée qu'est l'anversois, il m'a donné raison. Et il dit à Vande Lanotte: "Si tu ne sais pas ce qu'est un travail lourd, Johan, viens une fois une semaine travailler avec nous, comme ça tu le sauras tout de suite". En d'autres termes, ce fut une soirée assez agitée et Johan a dû s'en aller la queue entre les jambes.

Comment expliquez-vous que le SP.a ait tant viré à droite ?

J.S.: Un beau jour, Steve Stevaert a affirmé au bureau du parti qu'à l'avenir nous n'aurions plus beaucoup à faire au "misérabilisme" (misère sociale provoquée par le libéralisme). Ouille, me dis-je, un million et demi de personnes qui reçoivent le minimum vital, toutes les autres qui gagnent moins de 1.250 euros par mois alors qu'elles doivent dépenser 500 euros pour le logement... Ca fait pas mal de monde quand même! Mais la direction du SP.a avait donc constaté que le parti avait déjà perdu une grande partie de la population active au profit de l'extrême droite. C'est pourquoi elle a choisi de se rapprocher du centre, là où les partis se bousculent. C'est la raison de ce glissement à droite: les partis ont perdu des électeurs au profit du VB et ils sentent qu'ils ne les regagneront plus, parce qu'ils ne prennent plus aucune position claire. C'est également la raison pour laquelle, à l'époque, on m'a supplié de me présenter. Ce n'était pas pour ma personne, mais pour mes voix...

Il y a quelque temps, j'ai même pensé écrire un article à propos des "châtelains" du SP.a. Ils habitent de grandes maisons, de grosses villas et n'ont donc plus aucun échange avec monsieur Tout-le-Monde. Comment pourriez-vous parler à un chômeur lorsque vous percevez trois salaires? Allez discuter avec un sans-abri quand vous-même, vous habitez un château. Cela ne va pas. Il y a une aliénation entre la base et la direction.

Je pense donc que les choses doivent changer, une alternative clairement orientée vers les travailleurs et les pauvres doit voir le jour. J'y participerais s'il le faut, je pense que le temps est venu. Si nous ne nous y attelons pas maintenant, le VB poursuivra son ascension. ■

2005 a connu un triste épilogue pour plusieurs centaines de travailleurs de Belgacom. En guise de cadeau de fin d'année, ils ont reçu un C4 (s'ils étaient agents contractuels) ou "bénéficié" d'une "mise en disponibilité structurelle" (s'ils étaient agents statutaires). C'est la conséquence directe des négociations engagées en septembre dernier pour définir une "nouvelle organisation du travail" (voir La Gauche n°17, novembre 2005), et qui ont débouché sur l'adoption d'une nouvelle CCT le 16/11/2005, approuvée hélas par deux des trois organisations syndicales: le SLFP et la CGSP. PAR FRED GAUDET

BELGACOM: A NOUVEAU DES LARMES ET DU SANG?

Seule la CSC-TRANSCOM a finalement refusé de signer un document qui, outre le départ contraint et forcé de 430 membres du personnel, concrétise le principe du "tutorat", une formule de départ progressif (à partir de l'âge de 55 ans) pour quelques 2500 salariés de l'entreprise. L'administrateur délégué, Didier Bellens, affirme aujourd'hui que "cet accord est largement suffisant pour gérer la décroissance du personnel jusqu'en 2012. Et même à ce moment là, il ne sera sans doute pas question d'un nouveau plan social puisqu'il faudra au contraire engager des gens pour compenser les départs" (La Libre Belgique, 19/01/06).

Le personnel aurait cependant tort d'être rassuré par de tels propos. L'histoire sociale nous apprend que les promesses patronales sont rarement tenues. Et l'histoire récente de l'ex-RTT est particulièrement édifiante à cet égard: tous les discours apaisants tenus depuis une décennie par le top management ont été démentis par les faits. Non seulement l'emploi n'a pas été préservé, mais des milliers de postes de travail ont été supprimés depuis 1997 (année du premier "grand plan (anti-)social", PTS) !

A chaque fois au nom d'arguments (capitalistes) "imparables": l'évolution des technologies et des processus de travail, la pression accrue de la concurrence, la nécessité de réduire les coûts, la sauvegarde des intérêts des actionnaires (en leur garantissant une valeur ajoutée à leurs investissements), l'anticipation des évolutions futures (pour éviter toute faillite de l'entreprise !), etc.

Et dès aujourd'hui, de nouvelles restructurations se préparent dans les différentes divisions (les business unit) de

Belgacom. Dans cette optique, un deuxième volet de négociations avec les syndicats est d'ailleurs annoncé: il s'agira cette fois d'établir des règles nouvelles en matière de gestion du personnel, de sélection, de reconversion, de mobilité, etc. Il est clair que la direction de l'entreprise cherche ainsi à disposer d'instruments supplémentaires pour se débarrasser à peu de frais de travailleurs jugés une fois de plus excédentaires.



Toute illusion doit être bannie à cet égard: s'il manque ou s'il manquera peut-être de main d'œuvre dans certaines catégories d'emploi précises (au niveau technique, notamment), beaucoup d'autres "familles de fonctions" se trouvent dans le collimateur, à commencer par les "fonctions administratives". Et il est évident que ceux et celles qui perdront leur job demain, et qui seront placés "en reconversion" dans un "pool" interne, n'attendent pas tranquillement l'âge de leur pension. Les dirigeants de l'entreprise prendront appui sur le précédent de la fin 2005 pour activer à nouveau le système des "mises en disponibilité".

C'est dire que les prochains mois risquent d'être difficiles. La responsabilité des organisations syndicales sera

grande. La CSC-TRANSCOM maintiendra-t-elle le cap du refus de toute nouvelle réduction des effectifs? Le SLFP et la CGSP, qui ont constitué un "nouveau front commun syndical parlant d'une voix unique" (sic), s'obstineront-ils dans leur politique de connivence avec les patrons de l'entreprise publique autonome?

Les questions restent ouvertes. Les réponses dépendront de plusieurs facteurs: d'une part, après le conflit de ces derniers mois (quatre journées de grève générale de la CSC-TRANSCOM), et le vif mécontentement exprimé par le personnel (qui s'est aussi traduit par des désaffiliations ou de transferts entre syndicats), la marge de manœuvre des appareils syndicaux est plus restreinte; d'autre part, le rapport de force entre les uns et les autres sera déterminant, et celui-ci dépendra comme toujours de la capacité des travailleurs à maintenir la pression.

Mais camper sur des positions défensives ne suffira pas. Il faudra reprendre le chemin de la lutte revendicative. La négociation de la convention collective 2006-2007 représente, à cet égard, une opportunité de repasser à l'offensive. Outre l'exigence d'une augmentation généralisée des échelles barémiques (gelées depuis 1993 !), l'objectif d'une réduction du temps de travail avec des embauches compensatoires devra être sorti des cartons syndicaux.

Belgacom réalise des bénéfices insolents, Belgacom doit répondre aux aspirations et doléances de son personnel. Assez de sacrifices pour "ceux d'en-bas", l'heure d'une autre redistribution de la richesse produite collectivement est venue. Tel doit être le fil conducteur des indispensables mobilisations à venir. ■

Le patron de Caterpillar Belgique, sur le point de prendre sa retraite, a déclaré sur les ondes que le recul de la compétitivité des entreprises belges par rapport à leurs concurrents étrangers, principalement allemands, devait conduire à prendre des "décisions courageuses"... Il faisait allusion à un prétendu "dérage" des salaires belges. Et les "décisions courageuses" qu'il appelle de ses vœux consisteraient, pour les travailleurs, à accepter une "modération salariale"... encore plus modérée. On l'aura deviné. PAR JEAN-LOUIS FAUCHET

Des décisions **c** **O** **U** **r** **a** **g** **e** **u** **s** **e** **s**...

Le même discours est seriné par la FEB, par le gouvernement et même par le très socialiste gouverneur de la Banque Nationale, Guy Quaden. Quand ces gens parlent de prendre des décisions courageuses, ils se donnent des airs héroïques de dirigeants responsables. Mais s'ils prendront effectivement des décisions, le courage par contre ne sera pas de leur fait, mais de celui des travailleurs. Car une fois de plus, ce seront eux, et eux seuls, qui devront accepter une diminution de leurs revenus.

Une étude du CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs, une organisation peu suspecte de "gauchisme") a montré une chute de plus de deux pourcents du pouvoir d'achat de la population sur une période de dix ans. L'étude précise encore que cette moyenne cache une réduction plus considérable encore des revenus du travail. Et parmi les salariés, la chute est plus forte pour les bas et moyens salaires que pour les rémunérations élevées. Bref, les riches de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres.

On ne s'en étonnera pas, sachant encore que les revenus du capital sont en hausse (au point que l'indice "BEL20" a battu un record établi en pleine euphorie boursière il y a sept ans), que les entreprises, en particuliers dans le secteur financier, voient leur bénéfice net augmenter parfois de plusieurs dizaines de pourcents. Quant aux propriétaires de biens immobiliers, ils n'ont sûrement pas à se plaindre, vu la hausse scandaleuse des loyers.

Au demeurant, la Belgique s'enrichit. Le PNB (produit national brut) augmente constamment, même durant les années dites "de crise" que nous venons de con-

naître. On prévoit, pour l'année prochaine, une hausse de plus de deux pourcents. A qui profite donc cet enrichissement constant ? Ne serait-ce pas justice que les salaires et les allocations sociales augmentent dans la même proportion, au lieu de diminuer, sinon en valeur absolue, du moins par rapport aux revenus du capital ?

Les premières déclarations des dirigeants syndicaux à l'occasion des nouveaux pourparlers entre eux et la FEB sont consternantes. Bien sûr, ils affirment, la main sur le cœur, qu'on ne touchera pas à l'index. Que vaut un tel engagement de la part de ceux qui, dans le passé, ont accepté les "sauts d'index" et l'introduction de l'index "santé" ? Mais, bien sûr, on n'a pas touché au "principe" de l'index...

Le plus inquiétant est que ces dirigeants syndicaux reconnaissent à qui mieux mieux qu'il y a un problème de compétitivité à résoudre. Oh certes ! ils disent que les salaires ne sont pas seuls en cause, qu'il faut parler aussi des capacités d'innovation des entreprises, des déficiences de gestion prévisionnelle, de l'insuffisance des programmes de formation et de recherche, etc. Mais il y a tout de même AUSSI les salaires.

Soyons francs: il y a effectivement un problème des salaires. Mais pas là où "ils" le pensent. Le problème n'est pas que les salaires belges sont trop élevés, mais bien que les salaires allemands sont trop bas !

Messieurs les capitalistes belges, convainquez donc vos collègues capitalistes allemands, français, hollandais, etc. d'élever les salaires de leurs travailleurs ! Vous ne voulez pas que les différences de salaire faussent une "honnête" con-

currence ? Parfait ! Unifiez donc les salaires en Europe, mais vers le haut ! Voilà qui serait une "décision courageuse" !

Quant à nos dirigeants syndicaux, nos politiciens "socialistes", sont-ils stupides ou menteurs ? Ils savent très bien que si, en Belgique, les partenaires sociaux s'accordaient pour rétablir la compétitivité en faisant pression sur les salaires, la même chose se fera en Allemagne et chez "nos" concurrents ! Ce serait alors la spirale infernale de la baisse des salaires et du rabotage des acquis sociaux. Alors que les revenus du capital augmentent. Et avec cette question à la clé: avec des salaires et des allocations sociales en baisse, qui va acheter les produits d'une économie en expansion constante ?

Les directions syndicales partagent le souci du patronat pour la compétitivité de l'économie belge. Elles se coalisent avec lui pour trouver des solutions. Ne voient-elles pas que tout avantage de compétitivité pour l'économie belge se fera nécessairement au détriment de la compétitivité chez nos voisins, et donc de pertes d'emploi pour les travailleurs allemands, français, hollandais ? Mais elles s'en fichent.

L'alternative est pourtant lumineuse ce n'est pas avec le patronat de la FEB, c'est avec les syndicats allemands, français, hollandais que FGTB et CSC devraient discuter ! pour empêcher partout, par une action concertée, les baisses de salaire et le recul des acquis sociaux. Et pour contre-attaquer en vue d'imposer partout une répartition meilleure des revenus entre le capital et le travail. C'est notre réponse internationaliste à leur angoisse compétitive ! ■

Un arrêté royal du 22 mai 2005 (MB du 6 juin) introduit pour les isolés bénéficiaires d'allocations d'attente une nouvelle distinction en fonction de l'âge. Aux catégories d'âge existantes (moins de 18 ans, 18-20 ans, et plus de 21 ans) est ajoutée la catégorie plus de 25 ans. Désormais, les isolés de plus de 25 ans perçoivent un taux inférieur à celui des 21-25 ans. Et ce taux est inférieur au revenu d'intégration (RI) pour les isolés ! L'arrêté royal ne s'arrête pas là puisqu'il exclut les plus de 25 ans des augmentations programmées au 1er octobre 2006 et au 1er octobre 2007 pour les autres catégories. Il s'agit donc d'un blocage total hors index au 1er octobre 2004. PAR BERNADETTE SCHAECK

Encore **PLUS BAS** que le **REVENU D'INTEGRATION**

L'arrêté royal produit ses effets au 1er octobre 2004, date à laquelle le revenu d'intégration avait été augmenté de 1% alors que les allocations d'attente ne l'étaient pas. Ce même arrêté du 22 mai aligne le montant des allocations d'attente des chômeurs isolés âgés de 21 à 25 ans sur le montant du revenu d'intégration au taux isolé. Avec 8 mois de retard !

Montants au 1er août 2005

Revenu d'intégration taux isolé: 625,60 euros
Allocations d'attente taux isolé plus de 25 ans : 619,58 euros

Les isolés de moins de 21 ans (parmi lesquels 2 catégories: les moins de 18 ans et les 18-20 ans), de même que tous les cohabitants (parmi lesquels 2 catégories: les "ordinaires" et les "privilegiés" selon le niveau de revenus des personnes avec lesquelles ils cohabitent) perçoivent quant à eux depuis belle lurette beaucoup moins que le montant du revenu d'intégration au taux cohabitant. Mais il convient de signaler à cet égard que tant les conditions d'octroi que les modes de calcul sont totalement différents pour les bénéficiaires du revenu d'intégration que pour les chômeurs. Les montants sont donc difficilement comparables.

Les chômeurs isolés de plus de 25 ans ayant des revenus inférieurs au revenu d'intégration de cette catégorie, peuvent introduire une demande de revenu d'intégration au CPAS. S'ils réunissent toutes les conditions (autres revenus, enquête sur les ressources des débiteurs alimentaires, etc), ils peuvent bénéficier d'un complément aux allocations d'attente. Ce complément est de 26,86 par mois. Soit

plus que la différence entre le revenu d'intégration au taux isolé (625,60) et le montant des allocations d'attente (619,58), parce qu'une immunisation de 250 euros par an est appliquée sur tous les revenus des demandeurs de revenu d'intégration. Les chômeurs concernés y trouvent donc un gain financier de 250 euros par an (20,83 par mois) par rapport à leur situation antérieure (quand ils

percevaient un montant en allocation d'attente équivalent au revenu d'intégration). Ils peuvent en

outre bénéficier des quelques avantages accordés à ceux qui perçoivent le RI (exonération de taxes diverses, cartes gratuites Belgacom, accès aux "chèques culture" par le biais de l'article 27, etc) et, après 3 mois de perception du RI, ils bénéficient du statut VIPO pour les soins de santé.

Pour chaque dossier d'octroi du RI, le Ministère

de l'intégration sociale intervient à raison de 278 euros sur base annuelle auprès du CPAS. Chaque octroi de RI à un bénéficiaire d'allocation d'attente au taux isolé fait l'objet de cette subsidiation. De plus, le Ministère de l'intégration sociale rembourse au CPAS un pourcentage du RI accordé (ce pourcentage varie de 50 à 100% selon la catégorie de la personne aidée et la taille du CPAS). Chaque octroi de RI à un bénéficiaire d'allocation d'attente au taux isolé fait l'objet de ce remboursement.

La mesure prise par l'AR du 22 mai coûtera donc potentiellement plus à la collectivité que si les droits avaient été maintenus pour les plus de 25 ans (intervention du ministère aux CPAS, complément versé par le CPAS au chômeur, statut VIPO, ...). Et les chômeurs bénéficiaires y gagnent puisqu'ils peuvent percevoir plus grâce à l'immunisation de 250 euros par an sur les revenus et aux avantages connexes.

Alors où est le calcul du gouvernement ?

Il compte certainement sur le manque d'information des chômeurs. Il n'a pas tort, puisque apparemment à ce jour, peu de chômeurs concernés ont introduit une demande de revenu d'intégration. Il compte aussi sur le fait que des chômeurs reculeront devant la

Montants au 1er août 2005

Revenu d'intégration taux cohabitant: 417,07 euros
Allocations d'attente taux cohabitant moins de 18 ans "ordinaire": 212,16 euros
Allocations d'attente taux cohabitant moins de 18 ans "privilegié": 224,90 euros
Allocations d'attente taux cohabitant plus de 18 ans "ordinaire": 338,78 euros
Allocations d'attente taux cohabitant plus de 18 ans "privilegié": 361,40 euros

démarche pour plusieurs raisons ("honte" persistante à introduire une demande au CPAS, lourdeur des démarches à accomplir par rapport au gain escompté, crainte de devoir faire appel aux débiteurs alimentaires, etc). Il compte sur le fait que les chômeurs concernés n'ont pas tous droit au RI parce qu'ils ne remplissent pas toutes les autres conditions d'octroi. Il compte enfin réaliser des économies sur le dos des chômeurs et de la sécurité sociale quitte à en reporter les conséquences

sur le Ministère de l'intégration sociale.

Plus fondamentalement, il s'agit d'une énième attaque contre les allocataires sociaux, plus importante qu'il ne peut y paraître. Elle place en effet en-dessous du montant du revenu d'intégration les revenus d'une frange importante de chômeurs (la proportion des bénéficiaires d'allocations d'attente et particulièrement ceux de plus de 25 ans est en constante augmentation parmi l'ensemble des chômeurs). Et elle fait basculer ce nombre important de chômeurs du système de protection par la sécurité sociale vers le système d'assistance.

Appel aux associations et aux organisations syndicales

Il faut informer par tous les moyens possibles les chômeurs concernés par cette atteinte à leurs revenus. Il faut les informer de la possibilité d'introduire une demande de revenu d'intégration, les inciter à le faire et si nécessaire les appuyer dans cette démarche. Il y va du respect du droit élémentaire à un revenu minimum dont le montant est déjà scandaleusement insuffisant.

Mais l'objectif n'est pas de faire émerger aux CPAS des centaines ou des milliers de personnes supplémentaires. L'objectif est que le gouvernement revienne sur sa décision et retire l'arrêté royal du 22 mai. Dans ce sens, les CPAS et leurs fédérations (silencieux à ce jour sur la question) doivent être interpellés, il est de leur responsabilité d'exiger du gouvernement le retrait de la mesure incriminée.

Cette lutte ponctuelle de défense d'une partie des bénéficiaires d'allocations d'attente pourrait être l'occasion d'entamer une campagne pour l'égalité d'avantages sur base des revenus et non pas d'un statut, c'est-à-dire pour que les avantages accordés aux bénéficiaires du revenu d'intégration le soient aussi aux chômeurs et inversement (exemple important: le statut VIPO pour les soins de santé à ce jour refusé aux chômeurs). Et, plus fondamentalement, cette lutte ponctuelle devrait être placée dans le cadre de la revendication



d'une augmentation substantielle de toutes les allocations sociales, en particulier les minimas, et de leur liaison au bien-être. Question d'une brûlante actualité alors que le dit contrat de solidarité entre générations exclut explicitement les chômeurs de la liaison au bien-être promise à d'autres allocataires sociaux ! ■

PAUVRE BELGIQUE !

Plusieurs rapports se sont succédés ces derniers mois faisant état de ce qui n'est un secret pour personne : la croissance de la pauvreté et des inégalités sociales au cours de ces dernières années. Ce n'est pas un hasard : au cours de ces 10-15 ans, la bourgeoisie a multiplié les politiques néolibérales de "réformes" du marché du travail, de la fiscalité, de la redistribution des richesses. Le rapport du CRIOC sur le pouvoir d'achat 1995-2005 indique clairement que la perte de 2,8% de ce dernier est en grande partie le résultat de l'introduction, (dans le cadre du Plan Global de 1993) de l'index-santé qui met hors jeu du calcul des salaires une série de produits - dont les produits pétroliers. Sans oublier la méthode du "lissage" qui retarde l'adaptation effective des revenus aux coûts de la vie ou la Loi sur la compétitivité de 1996 sur la norme salariale qui encadre un quasi-blocage des salaires. L'Université d'Anvers a pour sa part révélé que 15% de la population vivait en

dessous du seuil de pauvreté et que 6% des travailleurs étaient des "working poors" (voir notre article en page 17). A Bruxelles, l'Observatoire de la santé et du social en région bruxelloise a également publié un "Baromètre 2005" accablant. 10% des bruxellois les plus riches se partagent 32,7% des revenus déclarés (on ne compte donc pas le reste !) tandis que les 10% les plus pauvres se contentent de 1,4 du total de ces revenus. 27,2% des enfants et 23,8% des adultes vivent dans un ménage sans revenu du travail, ce qui n'est pas étonnant puisqu'un sixième de la population bruxelloise active vit d'une allocation de remplacement. Entre 2002 (date de son introduction) et décembre 2004, le nombre de bénéficiaires du Revenu d'intégration (ex-minimex) a augmenté de 24% ! Les conditions de vie se sont également dégradées : 23.140 ménages sont en attente d'un logement social tandis que près de 10% des logements ne disposent pas du confort minimal (WC

dans le logement, eau courante, bain-douche...). Quant à la santé et l'accès aux soins de santé, ce sont des données qui ne trompent pas: 20,4% des ménages bruxellois, soit un sur cinq, déclarent avoir dû postposer ou renoncer à des soins de santé pour des raisons financières. Le poste santé représente d'ailleurs dans le budget des ménages à bas revenus 14% contre 4% pour les revenus moyens et élevés. L'écart d'espérance de vie à 25 ans entre les personnes de milieux modestes et celles issues de milieux plus aisés est de 5,1 ans pour les hommes et de 2,8 ans pour les femmes tandis que l'écart d'espérance de vie en bonne santé et sans incapacité est respectivement de 20,6 ans et 11,2 ans pour les hommes et 17,9 ans et 8,4 ans pour les femmes ! Des chiffres que certains se sont habitués à considérer comme "normaux" ou "dignes" des pays du tiers monde...

La paupérisation du prolétariat est clairement à l'agenda de la classe dominante ! ■

A. RIERA

Après la lutte contre le pacte entre générations : Nos camarades tirent un bilan

28 octobre 2005: plus de 100.000 travailleurs/euses dans les rues de Bruxelles. Tout indiquait que Verhofstadt se heurtait à une résistance résolue et inflexible contre le "Pacte de générations". Moins de six semaines plus tard, les deux syndicats publiaient des communiqués de presse pour annoncer la fin de la lutte. Le feu était éteint, la hache de guerre enterrée. Pourtant le Pacte restait quasiment intact, à part quelques petites "adaptations". Comment est-il possible qu'un mouvement avec un tel potentiel s'éteigne aussi rapidement et obtienne si peu ? Le dirigeant de l'ACV Luc Cortebeek avait rapidement indiqué que pour sa part le pacte était acceptable. Mais la direction de la FGTB n'a pas non plus donné de mots d'ordre clair après l'action du 28 octobre. Il n'y avait pas de mots d'ordre, pas de plan d'action, pas de perspective. Est-ce que le sujet est épuisé en énonçant cela ? La gauche en a parlé avec trois syndicalistes du POS. André Henry est l'ancien délégué principal de Glaverbel Gilly. En 1975 il dirigeait une grève de plusieurs semaines avec occupation de l'entreprise qui s'est achevée par une victoire des verriers. Aujourd'hui il anime dans la région carolorégienne le "forum syndical", un forum ouvert de concertation entre syndicalistes de combat en provenance de différents secteurs et des deux syndicats. Peter Veltmans est délégué syndical de la CGSP-finances à Anvers. Jimmy Crispeyn est ouvrier chez Terumo à Leuven, une entreprise métallurgique fabriquant du matériel médical. Terumo occupe un peu plus de 800 personnes. Chacun apporte son accent personnel au bilan du mouvement. PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID DESSERS

Peter Veltmans: Si nous voulons tirer un bilan de la lutte contre le pacte entre générations, il est préférable de distinguer trois niveaux différents. Le niveau du sommet syndical, le niveau des militants et celui des membres. Eventuellement, on peut rajouter le niveau des travailleurs non-syndiqués.

pris les devants dans la lutte: le métal, le textile, la Centrale Générale etc. Il s'agit de ce qu'on peut appeler les anciens bastions industriels. Ce n'est pas une coïncidence. Dans ces centrales les travailleurs doivent souvent subir des restructurations et des licenciements. Souvent, on utilisait la prépension. Cette

le gouvernement a décrété qu'il en serait fini de ces CCT. Le gouvernement a voulu décider sur ce qui était négocié par les syndicats.

Le sommet syndical ressent cela comme une attaque directe. C'est cela qui explique les réactions particulièrement

acerbes de personnalités comme Wittewrongel (textile) ou Jorissen (métal). Naturellement, il serait faux de dire que le Setca ne s'est pas montré dans ce combat, mais disons qu'il n'a pas été aussi présent dans les médias. La direction interprofessionnelle était un peu à la traîne. Cela s'explique pour la FGTB par les problèmes internes. Quelqu'un comme Xavier Verboven est peut-être un peu sorti de l'ombre, mais c'est quand même en premier lieu parce que le Métal et la Centrale Générale mettaient le pied sur l'accélérateur. Si ces deux là veulent continuer, Verboven ne peut pas y changer grand'chose. En



Au niveau du sommet syndical, nous constatons que certains secteurs ont

prépension était réglée par une Convention Collective négociée au niveau du secteur ou de l'entreprise. Et

outre, il y avait la division avec la CSC, ce qui faisait que Cortebeek était chaque fois mis en scène comme le dirigeant

syndical raisonnable tandis que les médias essayaient de coincer Verboven. Quand on est coincé, on montre plus facilement les dents.

Au deuxième niveau, celui des militants syndicaux, c'est une autre histoire. Il sautait aux yeux que la grève du 7 octobre était portée en grande partie par les militants syndicaux. Pour ceux-ci, la discussion autour des prépensions était l'occasion, mais leur mécontentement était bien plus profond. Les militants vivaient le pacte comme la 800ème agression d'une longue série. Il régnait chez eux une frustration générale concernant la politique de détricotage social des vingt ou trente dernières années. Voilà pourquoi l'envie de passer à l'action était si grande. Donc, si les militants sont prêts à passer à l'action, et le sommet également, même pour des raisons qui lui sont propres, les bons ingrédients pour une action victorieuse sont réunis. Il faut pourtant ajouter un bémol à cette frustration des militants. Ils s'opposent à la politique de régression, mais en même temps cette résistance n'est pas très politisée. Cela nous renvoie à la tradition syndicale belge, la tradition du "syndicalisme pur", un syndicalisme peu politique. On peut se demander si les déclarations percutantes de Johan Vande Lanotte contre les revendications syndicales étaient juste un lapsus, ou bien un acte politique bien pesé, sachant que ses paroles ne lui coûteraient pas cher politiquement.

Finalement, nous en arrivons au niveau des membres. Là on peut constater une attitude assez sceptique et résignée. Elles et ils font grève quand les militants le demandent, mais sans grande conviction ni foi en une victoire. Nous touchons ici un problème social plus profond, celui de l'individualisation montante sous la pression du néolibéralisme. La confiance dans l'action collective pour changer la société a diminué. A cause des défaites successives, beaucoup de personnes ne peuvent presque plus croire qu'il est possible de mener un combat et de le gagner. C'est cela qui a rendu possible "l'atterrissage" du mouvement con-

tre le pacte. Si la propension à l'action avait été plus forte à la base, le sommet n'aurait pas pu décommander le combat aussi facilement. On ne peut pas le nier: il n'y a pas eu une opposition de masse contre cet "atterrissage". Ce problème est naturellement aggravé par l'absence d'une aile gauche organisée dans le syndicat. Ce que je dis pour les syndiqués est encore plus valable pour les non-syndiqués.

Un désert de mots d'ordre

Jimmy Crispeyn: La problématique des fins de carrière est très forte dans notre entreprise. Il y a eu plusieurs restructurations ces dernières années et, à chaque fois les plus de cinquante-cinq ans devaient partir en prépension. Ça explique que la grève du 7 octobre a été massivement suivie dans l'entreprise. Le choix a été fait de bloquer tout le zoning. C'était une façon très efficace de mener l'action. Terumo était complètement à l'arrêt. Les verts soutenaient d'ailleurs la grève. Chez les délégués CSC il y avait une irritation vive par rapport à l'attitude du sommet vert. Mais il faut dire que dans notre entreprise la FGTB et la CSC fonctionnent quand même presque comme un seul syndicat.

Personnellement je trouve que la grève du 28 octobre est venue trop tard. Le 7 a été un succès. Il aurait fallu enchaîner plus vite sur cette base. Le 28, Terumo était à nouveau complètement à l'arrêt. Pourtant, seule une toute petite minorité des ouvriers a participé à la manifestation à Bruxelles. Entre-temps, les quotidiens étaient remplis d'articles contre notre grève et nos revendications.

Ensuite, il y a eu cette concession du gouvernement au métal. Dans l'entreprise la situation était troublante. La CSC distribuait des tracts dans lesquels on pouvait lire qu'on avait en fait tout obtenu, alors que la FGTB restait plus critique. En tout cas, avec les petites concessions accordées au métal par Verhofstadt ont cassé la mobilisation de la colonne vertébrale du mouvement. Sa tactique a donc bien porté des fruits. Alors que la journée d'action du 28 à



Bruxelles était un grand succès avec ses cent mille manifestants, l'action s'est lentement éteinte depuis lors. Tout cela a duré trop longtemps, il n'y avait pas de plan d'action clair, avec des objectifs limpides. La propension à l'action dans les entreprises a diminué.

André Henry: La grève du 7 octobre a effectivement été un grand succès. Malgré le refus du sommet de la CSC de participer à la grève, sur le terrain, c'était une grève en front commun. Dans notre région, les délégations vertes ont activement participé à l'organisation de la grève. Cela a d'ailleurs obligé la direction de la CSC de reconnaître la grève malgré tout et à payer les gens. Cette grève de 24 heures a vraiment été un pas important.

Ensuite il y a eu la grande manifestation des 100.000 le 28 octobre. C'était un succès énorme, entre autres grâce à l'agitation autour du pacte entre les générations, mais aussi parce que sur le terrain une grande unité s'était déjà forgée autour de la journée d'action du 7. Tout le monde attendait que la direction syndicale donne des mots d'ordre pour les semaines suivantes. Mais il n'y a eu aucune directive.

Il y avait encore un certain nombre de manifestations dans les régions, mais il s'agissait d'échos du 28 octobre, d'actions plus modestes, sans perspective, à Namur, Liège, La Louvière. On aurait dû continuer avec les grèves de 24 heures, éventuellement une région par semaine.

Et aussi une action nationale en perspective. Les deux syndicats auraient dû maintenir un front unique soudé et attiser la combativité qui était présente. Au lieu de faire cela, la direction a laissé la flamme s'éteindre. En négociant dans ces conditions, il est normal d'obtenir peu de choses. C'est toujours la même ritournelle. Nous avons déjà vu cela lors du plan global: des grandes manifestations, de la combativité, mais le sommet syndical qui ne donne pas de mots d'ordre et dilapide le potentiel présent.

Clarification politique ?

Peter Veltmans: Dans le cadre de cette lutte, il y a eu beaucoup de discussions politiques. Le conflit entre la FGTB flamande et le SP.a sautait aux yeux. Je pense que chez une partie des militants syndicaux le désir d'une alternative politique existe. Mais je doute qu'il y ait assez de personnes qui veulent se mettre au travail et y mettre de l'énergie. Pour faire cela il faut brûler ses bateaux, et je ne sais pas si ces militant-e-s sont prêt-e-s à franchir le pas. En outre, pour construire une alternative, on a besoin de figures emblématiques: des personnes avec un rayonnement et une réputation, qui peuvent s'adresser immédiatement à un public plus large. Pour le moment, je ne les vois pas vraiment. L'absence des intellectuels flamands dans tout ce débat concernant le pacte est d'ailleurs poignante.

Jimmy Crispeyn: À Terumo, il n'y a pas beaucoup de discussions politiques. Il est clair que le SP.a n'est plus du tout considéré comme l'allié politique des travailleurs. Pour la plupart des travailleurs dans l'entreprise, tous les partis sont semblables. SP.a ou VLD: ils ne voient presque pas la différence. Bien sûr, c'est le Vlaams Belang qui risque d'en profiter, même si le VB n'est certainement pas considéré comme le parti qui a défendu nos intérêts dans cette lutte. Il s'agit davantage d'un rejet général du politique, perçu sans trop de nuances. Le problème réel est qu'il n'y a plus de parti ouvrier dans ce pays, un parti qui choisirait clairement le camp des travailleurs.

André Henry: le PS et le SP.a. participent aux gouvernements et suivent un cours politique néolibéral. Dans les faits, les

syndicats n'ont pas d'alternative et se laissent enfermer dans le corset néolibéral. Ils ne peuvent donc que gagner du temps et démonter chaque fois les luttes qui se construisent. Poursuivre la grève signifie s'approcher d'une rupture avec la politique néolibérale. Ce n'est pas le cours de la direction syndicale actuellement. Il faut donc rassembler les militants de l'avant-garde syndicale dès aujourd'hui, échanger les expériences et se mettre au travail pour construire une gauche syndicale qui exerce une influence réelle dans les syndicats.

La situation est bloquée aujourd'hui. Il semble qu'aucune lutte ne puisse être gagnée. La raison fondamentale est que le mouvement ouvrier est dépourvu d'alternative politique. Il est confronté à la politique néolibérale mais, à cause de son manque de programme alternatif, il est complètement paralysé. Les militants d'avant-garde doivent donc collaborer pour rédiger un programme alternatif avec un certain nombre de revendications clés. Mais ils doivent aussi construire des structures pour qu'ils puissent proposer et imposer par des votes démocratiques ce programme alternatif dans les congrès.



Perspectives

Jimmy Crispeyn: En premier lieu, il nous faut une nouvelle victoire. Dans ce cas, beaucoup plus de choses seraient très vite possibles. Aujourd'hui nous luttons tout le temps pour le maintien de nos droits et nos acquis. Cela limite terriblement les combats. Nous luttons pour préserver quelque chose et on nous répond par une concession. De peur de

devoir affronter pire, on avale. Mais on peut constater qu'ils nous prennent toujours plus. Il faut inverser cette dynamique.

André Henry: Dans la région de Charleroi, il règne une démocratie plus grande dans le syndicat que dans beaucoup d'autres régions. En 2005, il y a eu au moins six ou sept grandes assemblées générales de la FGTB, avec chaque fois des centaines de participants. Chacun peut prendre la parole librement. Surtout pendant la lutte de Splintex, au printemps, la salle était comble et beaucoup de jeunes ont pris la parole.

Cela crée une dynamique syndicale plus importante dans notre région. Le fait qu'il n'y a pas eu de mots d'ordre le 28 octobre était d'autant plus grave. Il est important de se rassembler avec les militants les plus actifs, de s'organiser et de maintenir un degré de mobilisation permanent. Car les attaques libérales ne vont pas s'arrêter. Le plan Marshall pour la Wallonie de Di Rupo est simplement un prolongement de la même politique.

La gauche dans le syndicat doit s'organiser et doit essayer de gagner les congrès du syndicat à ce cours alternatif. Dans notre région nous nous y attelons avec le "forum syndical", un forum de concertation ouvert de militants syndicaux de gauche de divers secteurs et des deux syndicats. Dans ce forum nous dressons le bilan de la lutte contre le pacte entre générations. Nous menons des discussions politiques et nous invitons des orateurs pour nous former autour de thèmes actuels. A l'intérieur des structures syndicales, cela nous manque. Si tu es un malheureux militant de gauche sans mandat dans l'une ou l'autre entreprise, où pourrais-tu participer à une discussion sur le cours du syndicat ?

C'est pour cela que la gauche syndicale doit créer des lieux où un cours alternatif peut être élaboré. A plus long terme, il faut absolument construire un nouveau parti ouvrier qui avance un programme anticapitaliste et qui s'appuie sur le syndicalisme de combat. Voilà les tâches de l'avant-garde aujourd'hui. ■

Working poors made in Europe

Le phénomène des "working poors", autrement dit des travailleurs/euses dont le revenu ne leur permet pas d'échapper à la pauvreté, semblait il y a quelques années à peine limité aux Etats-Unis ou aux pays pratiquant le "néolibéralisme sauvage". Pourtant, à la faveur des politiques néolibérales d'austérité, d'augmentation des contrats précaires et de blocage des salaires, ce phénomène est aujourd'hui généralisé en Europe et ne cesse de se développer. PAR ATALFO RIERA

Les études sur le phénomène des travailleurs/euses pauvres ont souvent été doublement limitées: il s'agissait soit d'analyses du marché du travail états-unien, ou soit, lorsque l'Europe était prise en compte, d'une approche centrée sur la marginalité, comme s'il s'agissait d'un phénomène exogène, externe et indépendant du "bon" fonctionnement des rapports sociaux de production capitaliste⁽¹⁾.

Ce double aveuglement n'est pas anodin. Outre le caractère souvent idéologiquement orienté des études officielles ou universitaires, c'est également dû à l'illusion que le modèle "fordiste" de régulation du rapport salarial et du marché du travail qui a longtemps prédominé - et prédomine encore largement en Europe - constitue un rempart efficace contre l'exclusion et la précarité, assurant la "supériorité" du continent dans le domaine "social" face au modèle anglo-saxon.

Il a fallu attendre la fin des années '90 pour qu'un certain revirement commence peu à peu à s'opérer dans la prise en compte du problème. Car les données les plus récentes sur le phénomène en Europe font voler en éclat les belles certitudes: la majorité des personnes subissant la pauvreté vivent dans des foyers où il existe au

moins un revenu du travail avec un contrat parfaitement légal. La pauvreté et la précarité se trouvent donc désormais au cœur du processus productif et des relations salariales et elles en constituent même un rouage essentiel pour le système.

Les données en Europe

En Europe, la progression des "working poors" a été fulgurante au cours de ces dernières années et elle se lit aisément dans les statistiques officielles de l'UE qui prennent pour base de calcul toute personne dont le revenu (y compris avec les aides sociales et après paiement des impôts) est inférieur à 60% du salaire médian. Bien entendu, il existe de multiples manières d'évaluer la question selon que l'on prend en compte le nombre de travailleurs pauvres par rapport au total des salariés ou de la population active (c'est à dire en âge de travailler); soit par rapport à la population totale, ou si l'on prend seulement en question ce taux par rapport au nombre total de personnes pauvres.

Il y a 10 ans - ce qui démontre que le phénomène n'est pas tout récent - 9% des Européens pauvres avaient un contrat de travail. Mais pour rendre de compte de manière plus réaliste de la pauvreté salariale, il est préférable de prendre en compte toutes les personnes

composant un ménage et non les individus puisqu'il arrive régulièrement qu'une personne obtienne un salaire qui lui permette individuellement de vivre au-dessus du seuil de pauvreté, ce qui n'est pas le cas si ce même travailleur avait plusieurs personnes sans revenu à charge. En prenant en compte cette distinction, le phénomène apparaît encore plus important; pour cette même année 1996, c'est 13% des foyers où une personne au moins est salariée qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Par rapport à la population totale dans l'UE à cette époque, les working poors représentaient 3,6% de la population tandis que 10% des Européens vivaient dans un foyer salarié pauvre⁽²⁾.

En 1999, 6% des salariés européens vivaient en dessous du seuil de pauvreté, soit 7,8 millions de personnes⁽³⁾. En 2001, dans l'UE à 15 Etats-membres, ils étaient 11 millions de travailleurs/euses pauvres. En prenant en compte tous les membres des ménages des salariés pauvres, on arrive à 20 millions de personnes, soit 6% de la population totale. En 2004 (UE à 25 Etats-membres) le chiffre grimpe à 14 millions de travailleurs pauvres, soit 7% de la population totale⁽⁴⁾.

Il est également intéressant de noter que la progression des travailleurs pauvres a été, au cours de cette période, beaucoup

plus importante que celle de la pauvreté en général. Ainsi, le taux de pauvreté dans les ménages sans emploi a crû de 0,16% tandis que celle dans les ménages avec au moins un travailleur a augmenté de 2,74%, soit 17 fois plus⁽⁵⁾ !

Les causes

Il n'est pas nécessaire d'avoir un couteau entre les dents pour comprendre les causes qui expliquent le développement spectaculaire et l'ampleur du phénomène des working poors



en Europe au cours des années 80-90. On peut les résumer à trois catégories, toutes trois liées à l'évolution néolibérale du capitalisme actuel:

1. Comme l'admettent les documents officiels européens: "La faiblesse du salaire est incontestablement un facteur important de risque de pauvreté des travailleurs"⁽⁶⁾. L'austérité néolibérale appliquée depuis près de 30 ans s'est traduite par un quasi-blocage de la croissance des salaires réels pour les travailleurs qui ont connu, hors inflation, une croissance moindre que la productivité. Ce blocage s'exprime de manière frappante dans la part des salaires par

rapport au PIB européen; si ce dernier était de 75,5% en 1970, il est passé à 68,4% en 2001-2002⁽⁷⁾. Par ailleurs, on constate également la progression de la catégorie des bas salaires, qui représente 15% des salariés en Europe. En France, ce nombre est passé de 5% en 1983 à 9% en 2001.

2. Au cours des années '90, la part des dépenses publiques permettant de contenir ou de limiter les phénomènes d'exclusion et de pauvreté a elle aussi diminué du fait de l'austérité budgétaire, notamment imposée par les critères de convergence du Traité de Maastricht et par le "Pacte de stabilité" européen. En 1994, ces dépenses représentaient 26,2% du PIB européen pour descendre à 23,7% en 2000.

3. Les réformes successives de dérégulation du marché du travail ont amené une flexibilisation et une précarisation accrues du travail, favorisant l'émergence et le développement de contrats de travail à durée déterminée, intérimaires et à temps partiel. Le travail à temps partiel est ainsi passé de 13% du total du volume d'emploi en Europe en 1985 à 18,2 en 2002 tandis que l'emploi temporaire est passé sur la même période de 8,4% à 13,1%. Le développement de ce type de contrats est étroitement lié à l'émergence et à la progression du phénomène des working poors. Sans surprise, on constate que les travailleurs à temps partiel ou à durée indéterminée ont deux fois plus de risques de connaître la pauvreté que les travailleurs à temps complet ou à durée indéterminée⁽⁸⁾.

La pauvreté salariée au féminin

Même si cela n'est pas étonnant, il est important de souligner - car cela n'est pas dû au hasard - que le phénomène des working poors touche fortement les femmes. Même s'il n'existe pas encore de données chiffrées précises concernant la part des femmes parmi les travailleurs pauvres, l'évolution de la pauvreté salariale a clairement suivi une courbe quasi parallèle à celle de la part des femmes dans la population active, qui est passée de 39% en 1987 à 44% en 2002 en Europe.

De plus, elles sont massivement

salariées: 89% des femmes actives en Europe sont salariées contre 81% des hommes. A travail strictement égal, elles gagnent entre 4 et 5% de moins que les hommes, tandis que, dans la moyenne européenne et toutes professions confondues, l'écart salarial est de 23%. Elles elles représentent également pas moins de 75% des bas salaires et entre 80 et 90% des emplois à temps partiel qui, faut-il le rappeler, leur sont bien souvent imposés et qui constituent l'un des moteurs principaux du développement de la pauvreté salariée. Le fait que le phénomène des working poors concerne surtout les femmes n'est certainement pas non plus étranger à la lenteur tardive avec laquelle il a commencé à être étudié⁽⁹⁾.

Working poors made in Belgium

En décembre dernier, le "Livre annuel sur la pauvreté et l'exclusion sociale" publié par l'Université d'Anvers révélait que 15% de la population en Belgique, soit plus d'un million et demi de personnes, vivaient en-dessous du seuil de pauvreté fixé à 772 euros par mois pour une personne isolée. L'étude souligne également que 6% de la population active - pas loin de la moitié du nombre total de pauvres - sont des working poors. Des chiffres corroborés par l'Institut national statistique qui évalue le taux de pauvreté global à 15,2% et le celui des occupés à 6,4%...

Ce chiffre est un peu moins élevé que la moyenne européenne (7%) car la Belgique connaît un taux de chômage élevé où se concentre la majeure partie des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (32% des chômeurs vivent en dessous du seuil de pauvreté). Une proportion plus importante que la moyenne européenne de personnes en Belgique vit également dans des ménages sans emploi et leur risque de connaître la pauvreté est plus grand. En comparaison avec les autres Etats membres, la Belgique occupe également la troisième place en ce qui concerne le salaire minimum moyen (1.250 euros brut), bien qu'il soit nettement insuffisant.

Le taux de syndicalisation et le poids des organisations syndicales plus importants que dans d'autres pays européens

Taux de risque de pauvreté (<60% du revenu médian) selon le statut d'activité le plus fréquent en Belgique et en UE-15 (2001)

Statut d'activité	Belgique	UE-15
Chômeurs:	32 %	38
Autres inactifs:	21 %	25
Pensionnés:	21 %	17
Actifs:	4 % (6 % 2005)	6 % (7 % 2005)

D'après indicateurs Eurostat et www.luttepauvrete.be

expliquent aussi que le phénomène n'atteint pas des sommets comme en Irlande, au Pays-Bas, en Grande-Bretagne ou en Espagne. Il reste malgré tout qu'il est certainement sous-estimé puisque, selon une enquête du "Soir", 29,5% des ouvriers affirment avoir des difficultés à "joindre les deux bouts" et 21,2% s'estiment "objectivement pauvres" !

De plus, sa progression est importante et équivalente, tant en Flandre qu'en Belgique francophone. En 2001, le taux de travailleurs pauvres représentait ainsi 4% de la population active (soit +2% en 4 ans) ⁽¹⁰⁾. Les mêmes causes sont donc à l'œuvre qu'ailleurs en Europe et produisent - et produiront encore plus si on ne stoppe pas ces politiques - les mêmes effets. Au niveau des salaires en Belgique, ces derniers représentaient, avec les allocations sociales, 67% du PIB en 1980, contre 56% en 2005⁽¹¹⁾. La précarisation du travail a elle aussi spectaculairement progressé; le temps partiel (dépassant ainsi largement la moyenne européenne), est passé de 10,4% en 1990 à 21,6% en 2003, le nombre d'heures de travail intérimaire a quant à lui explosé de 26,4 millions en 1985 à 129,2 millions en 2003⁽¹²⁾. Sans parler de l'érosion généralisée et continue du pouvoir d'achat qui vient d'être estimé à 2,08% pour les salariés entre 1996 et 2005⁽¹³⁾ ! Dans ce contexte, l'offensive actuelle du patronat et du gouvernement contre les salaires et leur indexation est pour le moins indécente.

Renverser la vapeur !

Il est important de comprendre que l'extension du phénomène des working poors parmi les travailleurs/euses est étroitement lié à l'affaiblissement des rapports de force entre le monde du travail et le Capital. Car, pour la bourgeoisie,

il s'agit d'introduire au cœur du processus productif un nouveau mode de régulation des rapports salariaux et du marché du travail. La fragilisation individuelle qu'induit le fait de survivre en dessous du seuil de pauvreté tout en ayant un emploi affaiblit la capacité du travailleur, individuellement et collectivement à se défendre et à revendiquer.

La lutte contre le développement de la pauvreté salariée passe bien entendu par un combat décidé contre ses principales causes: une augmentation salariale drastique de rattrapage et une indexation des salaires et des allocations conforme à la réalité couplée à un refus de l'extension du travail flexible et précaire. Cette orientation devant s'inclure dans le cadre d'une lutte d'ensemble contre toutes les politiques néolibérales dont l'unique but est de redistribuer les richesses en faveur des plus nantis et d'affaiblir le mouvement ouvrier. ■

Notes:

(1) Bibiana Medialdea et Nacho Alvarez, *Ajuste neoliberal y pobreza salarial: los working poors en la Union Europea*, Viento Sur n° 82, septembre 2005.

(2) Strengman-Kuhn, *Working poors in Europe: a partial basic income for workers ?*, Basic Income European Network Genève 2002, cité par B.Medialdea et N.Alvarez.

(3) *Les Working poors dans l'Union européenne*, Fiche d'Info de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de travail, 2001.

(4) *Pauvreté des travailleurs*, Population et conditions de vie, Eurostat 2005.

(5) N.Medialdea et N.Alvarez.

(6) *Pauvreté des travailleurs*, Population et conditions de vie, Eurostat 2005.

(7) OECD, Social and Welfare Statistic, <http://www.oecd.org>

(8) N.Medialdea et N.Alvarez.

(9) Margaret Maruani, *Activité, précarité, chômage: toujours plus*, revue de l'OFCE n° 90, 2004.

(10) Chiffres du PANincl 2005-2005, www.luttepauvrete.be/chiffres_emploi.htm

(11) *Syndicat*, 13/01/06

(12) Matthias Lievens, *30 d'austérité... Ils nous ont trompés !*, POS-FLL, 2005.

(13) 96-05 : *Dix ans de pouvoir d'achat*, Rapport du CRIOC 2006.

La LCR contre un programme de gouvernement avec le PS

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) n'assistera pas à la réunion des formations de gauche s'il s'agit de discuter d'un "programme de gouvernement" avec le Parti socialiste. "S'il s'agit d'une réunion de toute la gauche pour envisager ce que l'on peut faire avant 2007 pour contrecarrer tous les plans de la droite, du patronat, etc., dans ce cas-là bien sûr, on est partant", a dit Alain Krivine au micro de RTL. Mais "s'il s'agit de discuter d'un programme de gouvernement, nous on n'ira pas, c'est évident", a-t-il ajouté. Alain Krivine a estimé qu'il était hors de question pour la LCR de parler "d'un programme de gouvernement avec (l'ancien ministre Dominique) Strauss-Kahn, le PS, des gens qui lorsqu'ils étaient au pouvoir ont privatisé autant, si ce n'est parfois plus, que la droite". Krivine a par ailleurs invité le Parti communiste à ne pas "gâcher la dynamique unitaire nouvelle qui a existé au moment de la campagne du non" lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. ■

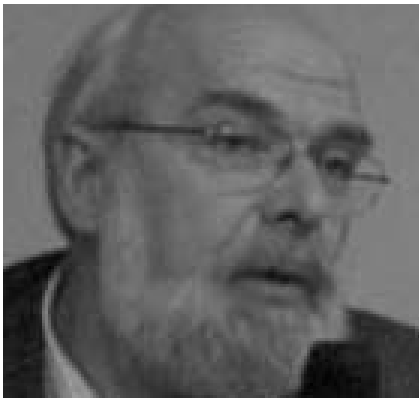
**Un grand journaliste vous parle**

Déclaration faite par le journaliste John Swinton, ex rédacteur en chef du New-York Times, lors d'un banquet donné en son honneur à l'occasion de son départ en retraite, en réponse à un toast porté à la presse indépendante : "Quelle folie que de porter un toast à la presse indépendante ! Chacun, ici présent ce soir, sait que la presse indépendante n'existe pas. Vous le savez et je le sais. Il n'y en a pas un parmi vous qui oserait publier ses vraies opinions (...). La fonction d'un journaliste (de New-York) est de détruire la Vérité, de mentir radicalement, de pervertir, d'avilir, de ramper aux pieds de Mammon et de se vendre lui-même, de vendre son pays et sa race pour son pain quotidien ou ce qui revient au même : son salaire. Vous savez cela et je le sais ; quelle folie donc que de porter un toast à la presse indépendante ! Nous sommes les outils et les vassaux d'hommes riches qui commandent derrière la scène. Nous sommes leurs mariottes ; ils tirent sur les ficelles et nous dansons. Notre temps, nos talents, nos possibilités et nos vies sont la propriété de ces hommes. Nous sommes des prostitués intellectuels." ■

Le sixième Forum social mondial (FSM) est... polycentrique. Il se tient en 2006, de manière "décentralisée", à Caracas (République bolivarienne du Venezuela), Bamako (Mali) et Karachi (Pakistan). Conceptualiser le potentiel du FSM exige préalablement d'évaluer l'état actuel du mouvement social à l'échelle planétaire, vu la relation étroite qui existe entre les forums et les mobilisations. "En ce sens, je suis très optimiste, si l'on tient compte de l'augmentation des mobilisations en 2005", souligne Eric Toussaint, historien et militant belge, président du Comité pour l'abolition de la dette du Tiers Monde (CADTM-Belgique). Pour Eric Toussaint - également membre du Conseil international du FSM (c'est-à-dire sa coordination) -, cette nouvelle étape "exige de définir clairement les priorités de l'agenda citoyen au niveau mondial". Un processus déjà en marche... ou, plus exactement, en construction. INTERVIEW PAR SERGIO FERRARI

ERIC TOUSSAINT

FSM 2006 : DEFINIR DES PRIORITES ET DES AXES COMMUNS



Sergio Ferrari (S.F.): Un an après le 5^e forum social mondial à Porto Alegre (au Brésil, en janvier 2005), quel est l'"état d'esprit" du mouvement social international ?

Eric Toussaint (E.T.): En 2005, nous avons assisté à une réactivation significative des mobilisations de masse, après une période de baisse - entre mi-2003 et fin 2004. En réalité, nous pouvons dresser un "état des lieux" au double visage. D'un côté, un tableau très sombre: la barbarie en Irak, la poursuite de la répression brutale du peuple palestinien, l'offensive patronale et gouvernementale contre les mécanismes de solidarité collective à l'échelle mondiale, les licenciements massifs, la négation des droits économiques, sociaux et culturels. En résumé, la continuité de l'offensive néo-libérale, malgré le fait que son fondement idéologique ait perdu toute légitimité aux yeux des peuples du monde.

De l'autre côté, une lueur d'espoir: le renouveau significatif et l'élargissement des luttes sociales et citoyennes, avec une capacité croissante à faire échouer des projets politiques spécifiques (le traité constitutionnel européen) ou économiques (l'Accord de libre-commerce des Amériques, ALCA). Sans aucun

doute, l'année 2005 se termine sur des perspectives plus positives et intéressantes pour les mouvements sociaux qu'en 2004.

S.F.: Dans ce contexte, quels sont les enjeux des sessions polycentriques du FSM en 2006 ?

E.T.: Avant tout, il faut rappeler le succès de la 5^e édition du FSM à Porto Alegre, début 2005, où étaient présentes plus de 150.000 participant-es. Sans oublier le 1^{er} Forum social méditerranéen, qui a permis la réunion à Barcelone, en juin 2005, de plus de 1000 délégué-e-s du monde arabe et de nombreux Européens.

Quant au 6^e FSM, il nous met face à un défi non-"planifié". En 2004, le rythme frénétique du "processus Forum social mondial" a fait l'objet d'un débat ouvert au sein du Conseil international. Une série de forums nationaux et continentaux, ainsi que des campagnes et des mouvements (dont le CADTM), considéraient que les rythmes étaient parfois trop intenses et qu'il convenait de prévoir une périodicité biennale. Finalement, un accord a été trouvé sur le maintien d'une session annuelle en 2005, 2006 et 2007, mais décentralisée en 2006 dans plusieurs endroits.

S.F.: Le forum, qui est donc "polycentrique", se tient ainsi à Caracas et à Bamako, fin janvier 2006, puis à Karachi quelques mois plus tard...

E.T.: Effectivement. Mais à nouveau, au lieu d'éviter une surcharge, tous les acteurs du FSM seront soumis à une pression énorme et à des rythmes particulièrement intenses tout au long du premier semestre 2006. En janvier, un préforum maghrébin a préparé le forum de Bamako (capitale du Mali), lequel s'est

tenu du 19 au 23 janvier. Du 24 au 29 janvier, la réunion de Caracas a suscité une attention toute particulière de par sa proximité avec le processus de la révolution bolivarienne. La troisième séance décentralisée se tiendra quelques mois plus tard à Karachi (Pakistan), précédée en janvier d'une rencontre nationale de préparation à Lahore. Le récent tremblement de terre au Cachemire a contraint les organisateurs à retarder de quelques mois le FSM au Pakistan. D'autres activités sont également prévues dans le Sud-Est asiatique. Fin avril ou début mai se tiendra en outre à Athènes (Grèce) le 4^e Forum social européen. Un programme très chargé, en somme...

S.F.: Quels sont les principaux défis d'un tel processus polycentrique ?

E.T.: L'objectif premier est d'approfondir les dynamiques régionales, tout en évitant la fragmentation des luttes. Ce risque existe pour 2006, puisqu'il n'y aura pas de rendez-vous unique, de lieu commun où les campagnes et les mouvements puissent échanger, discuter et définir les actions prioritaires à mener, précisément à un moment où l'on ressent énormément la nécessité d'avancer dans cette définition d'action collective...

S.F.: Peut-on s'attendre à voir surgir certaines contradictions entre la clarification des options et un processus décentralisé ?

E.T.: C'est effectivement le cas, même si je pense que la dynamique du mouvement social prévaudra et que la priorité sera mise sur la capacité d'unifier ce processus. Je suis sorti très optimiste d'une récente réunion internationale qui s'est tenue en octobre dernier, à Genève: étaient présents à cette réunion de nombreux réseaux et mouvements actifs aux



quatre coins de la planète, parmi lesquels Via Campesina, le CADTM, Focus on the Global South, la Centrale unique des travailleurs (Brésil), plusieurs groupes ATTAC et des syndicats européens. Nous y avons fait le bilan de la dynamique de ces dernières années et nous avons progressé dans la clarification de certaines priorités à venir. Tout indique que l'on avance vers un processus de large consultation pour préciser ces axes essentiels.

S.F.: Face à une dynamique si particulière, le Conseil international - en tant qu'instance de coordination des forums sociaux mondiaux - réussit-il à suivre tout le processus en cours ?

E.T.: La prochaine réunion du Conseil international est prévue en mars 2006, pour faire un bilan des trois forums qui auront eu lieu. Nous courons le risque de rester un peu en arrière de cette dynamique, bien que nous soyons conscients de tous les efforts à faire pour répondre à ces nouveaux défis.

S.F.: Chaque session a-t-elle son propre programme ou les agendas sont-ils identiques ?

E.T.: Si l'on fait l'analyse des thèmes centraux de ces trois grandes réunions, on constate une grande convergence. A ce niveau, je ne pense pas qu'il existe un risque de fragmentation au niveau politique. Par exemple, un axe important du forum de Porto Alegre 2005 - "Pouvoir politique et luttes pour l'émancipation sociale" - sera présent dans les trois rencontres. Mais j'insiste sur le défi essentiel que représente l'identification des priorités d'action commune. Ce n'est pas nouveau: cette nécessité fut soulignée aussi bien par le "Manifeste de Porto Alegre", présenté par un groupe de personnalités internationales à l'occasion de la 5e session du FSM, que par

l'Assemblée des mouvements sociaux, réunie au même moment. A Porto Alegre, en 2005, nous avons accepté un agenda d'activités communes. Maintenant, il est essentiel de déterminer les priorités. Nous pouvons en définir 2 ou 3, mais pas 15 ou 20... J'ai l'impression que la plupart des composantes du FSM, dans toute leur diversité, s'accordent sur cette nécessité. Je suis donc très optimiste en ce sens.

S.F.: Quelles seraient ces priorités ?

E.T.: L'opposition à la guerre, par exemple. En l'occurrence, celle-ci pourrait se concrétiser par une grande mobilisation internationale au jour anniversaire de

l'offensive contre l'Irak. On pourrait ajouter à cette préoccupation commune la solidarité avec le peuple palestinien ainsi que l'opposition à l'occupation de l'Afghanistan ou à d'autres projets bellicistes, comme le plan Colombie. Nous tentons de trouver une date unitaire commune pour ces mobilisations, vraisemblablement en mars 2006.

Les campagnes contre la dette forment également un axe essentiel, qui a fait l'objet d'un large débat lors de la réunion de La Havane, en septembre 2005. De manière hautement symbolique, on pourrait organiser le même jour, dans plusieurs pays, des occupations de locaux de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

D'autre part, après la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est tenue en décembre 2005 à Hong Kong, la mobilisation contre la poursuite des négociations menées au sein de cet organisme restera un point important de convergence pour les mouvements sociaux.

Pour l'heure, ce ne sont, et j'insiste là-dessus, que des propositions. D'où l'importance d'un large processus de consultation afin de définir deux, trois ou quatre priorités communes à l'ensemble du mouvement social mondial. ■

VENEZUELA : Diffamation

Depuis toujours, Libération s'est comporté comme un journal militant de l'opposition vénézuélienne, relayant tous les mensonges et manipulations de cette dernière. Cette fois, Armengaud lance une polémique dont personne n'avait parlé au Venezuela auparavant : Chavez serait antisémite. Il fait d'une pierre deux coups : discréditer Chavez et rendre le Forum social mondial (FSM) complice. On se souvient qu'à Londres, la polémique sur la présence de Tariq Ramadan avait déjà occulté les débats du Forum social européen. En dénonçant " les descendants de ceux qui crucifièrent le Christ, les descendants de ceux qui jetèrent Bolivar hors d'ici et le crucifièrent aussi à leur manière ", Chavez s'en est pris aux empires, aux puissants, bref, à la droite d'hier et d'aujourd'hui. Il n'y a pas plus d'antisémitisme que de racisme anti-espagnol dans ses propos, mais une interprétation de l'histoire au travers de la lutte des classes. Selon Chavez, si Jésus, " révolutionnaire socialiste ", a été crucifié, c'est parce qu'il remettait en cause le système des gouvernants. De la même façon, l'oligarchie créole vénézuélienne a lâché Bolivar lorsqu'il projetait de prolonger les luttes d'indépendance par une lutte pour la justice sociale. Thème central de la Théologie de la libération, ce Christ révolutionnaire permet de mobiliser les croyants autour de préoccupations terrestres et temporelles (alimentation, santé, éducation, etc.), qui sont le cœur du processus vénézuélien, tandis que Chavez peut contrer la hiérarchie catholique qui ne rate pas une occasion de dénoncer la " tyrannie ". En créant cette mauvaise polémique, le centre Wiesenthal et Libération relaient les thèses de l'impérialisme et de la droite, dans leur lutte contre un processus révolutionnaire qui inquiète Washington au point d'organiser coups d'État, lock-out et boycott électoral. C'était sans compter sur la Confédération des associations juives du Venezuela qui a démenti : " Nous croyons que le président ne parlait pas des Juifs ", a déclaré son président, Fred Pressner. ■ DE CARACAS, ÉDOUARD DIAGO

La Chine n'est pas seulement une immense fabrique de tee-shirts. C'est aussi une société en pleine mutation, qui regroupe un cinquième de la population de la planète, et qui fait irruption sur la scène de l'économie mondiale. La Chine échappe aux catégories classiques, puisque c'est un pays dirigé par un Parti communiste qui joue à fond la carte de la mondialisation libérale. On retrouve cet assemblage inédit dans sa structure économique, qui "empile" plusieurs secteurs et qui évolue très rapidement selon un double mouvement, de libéralisation à l'intérieur et d'ouverture aux capitaux. PAR MICHEL HUSSON*

Emergence d'un géant

Libéralisation et ouverture

Ce sont d'abord les petites entreprises industrielles des bourgs et villages qui se sont rapidement développées au cours des années 80. Elles continuent à être appelées collectives, mais il s'agit en fait d'entreprises mixtes, certaines à statut coopératif, en tout cas de plus en plus gérées selon des normes privées. Les années 90 ont vu l'émergence d'un nouveau type d'entreprises avec une première phase d'investissement étranger provenant pour l'essentiel de la

La naissance d'un géant

Avec 1,3 milliards d'habitants, la Chine regroupe près d'un cinquième de la population mondiale. Cet effet de taille rend d'autant plus spectaculaire les performances économiques: au cours des deux dernières décennies, le PIB a augmenté en moyenne de 9,5 % par an et a donc été multiplié par 6. La taille absolue de l'économie dépasse aujourd'hui celle d'un certain nombre des principaux pays européens. Mais le PIB par tête est encore très bas (4000 dollars par an en parité de pouvoir d'achat, contre 25000 en France).

La population active compte 757 millions de personnes, dont 490 millions dans les zones rurales. Elle est employée à 46 % dans l'agriculture, 18 % dans l'industrie, et 36 % dans les services. Les exportations chinoises ont considérablement progressé, passant de 10 milliards de dollars en 1978 à 226 en 2002, et elles représentent environ 4 % des exportations mondiales. Avec 450 milliards de dollars, le stock cumulé d'investissement étranger en Chine est le 5ème du monde (celui des Etats-Unis atteint 1300 milliards). ■

"diaspora": Taïwan, Hong-Kong, Macao, etc. Enfin, après la crise financière de 1997, c'est l'investissement des grands pays industriels qui a pris le relais, avec un apport massif de capitaux qui dépasse les 50 milliards de dollars en 2003.

Toute une série de réformes ont accompagné ce double mouvement de libéralisation interne et d'ouverture au marché mondial. Une première loi a autorisé les particuliers à détenir des sociétés à responsabilité limitée. En 2004, la constitution a été remaniée afin de renforcer le rôle du secteur non étatique et réaffirmer le droit de la propriété privée. L'interdiction faite aux entreprises privées d'intervenir dans certains secteurs (infrastructures, services publics, services financiers) vient d'être abolie en 2005. L'investissement direct étranger a été autorisé et encouragé par la mise en place de zones franches côtières et l'abaissement des droits de douane. Le monopole d'Etat sur le commerce extérieur a été démantelé, ainsi que le système de taux de change multiples. Dans la foulée, la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le secteur privé s'est donc étendu: il réalise aujourd'hui plus de la moitié du PIB et les trois quarts des exportations. C'est lui qui crée l'essentiel des nouveaux emplois et dégage la meilleure rentabilité (15 % en 2003 contre 5 à 10 % dans le secteur étatique). A l'intérieur de ce secteur privé, les entreprises étrangères - souvent associées en *joint ventures* à des entreprises chinoises - réalisent 75 % des exportations. Mais les exportations du secteur privé sous contrôle chinois progressent encore plus rapidement, à mesure que lui sont octroyées de nouvelles licences d'exportation. Le secteur

d'Etat est parallèlement soumis à des restructurations permanentes, qui ont conduit à la suppression de 45 millions d'emplois au cours des cinq dernières années. Mais 35 % des entreprises d'Etat sont encore jugées non rentables, et une sur six a des fonds propres négatifs. Toutes ces transformations se sont produites dans un contexte de très forte croissance (voir encadré) et sur la base d'une spectaculaire accumulation de capital: aujourd'hui l'investissement représente 42 % du PIB, contre environ 20 % en France et 15 % en Amérique latine.

Exportations et taux de change

Les exportations ont été le moteur de cette croissance, grâce à des coûts salariaux très faibles (de 10 fois inférieurs à ceux des pays riches) mais aussi à un taux de change favorable. La Chine a choisi d'établir un taux de change fixe entre sa monnaie et le dollar, suivant en cela les préceptes du FMI et de la Banque mondiale. Depuis 2000, le yuan suit donc la baisse du dollar, ce qui dope encore plus les exportations, et permet d'attirer un énorme flux de capitaux.

Les rapports entre la Chine et les Etats-Unis sont donc compliqués: la Chine contribue à hauteur de près de 40 % au déficit US mais elle contribue à financer ce déficit en achetant des actifs libellés en dollars. Les Etats-Unis voudraient imposer une réévaluation du yuan pour rendre les produits chinois moins compétitifs, mais ils seraient gravement fragilisés si la Chine cessait de placer ses excédents en dollars. En juillet dernier, les autorités chinoises ont feint d'entendre raison en acceptant une ridicule réévaluation du yuan (à peine plus de 2 % !).

La sous-évaluation du yuan est incontestable, mais il ne s'agit pas seulement de manipulation monétaire : elle résulte au fond de la non redistribution aux salariés chinois des fruits de la croissance.

Salaires et inégalités

L'évolution des salaires est évidemment fondamentale, mais on ne dispose que d'informations imprécises. On sait qu'il existe d'énormes inégalités entre régions: le revenu moyen à Shangaï est ainsi quatre fois supérieur à la moyenne du pays. Le chômage atteint 8 % dans les zones urbaines et on évalue à 200 millions de personnes le sous-emploi dans les campagnes. Cette "armée industrielle de réserve" engendre un fort exode rural et vient peser sur la progression des salaires qui reste en moyenne inférieure à celle du PIB.

La croissance tire malgré tout l'ensemble des revenus, de manière chaotique, de telle sorte que l'on a à la fois un creusement des inégalités et un recul de la pauvreté absolue. Une progression plus en phase des salaires par rapport à la production permettrait de recentrer la croissance sur le marché intérieur, de relativiser le rôle des exportations et de l'investissement étranger, et d'amorcer ainsi un processus de convergence des coûts salariaux vers les normes mondiales. C'est un peu ce qui s'est passé en Corée du Sud, à une autre échelle, et moyennant de très violentes luttes sociales. Si cette évolution semble inéluctable, elle risque de prendre beaucoup de temps, au cours de laquelle les avantages compétitifs de la Chine paraîtront insupportables aux grands pays industriels.

Ce sont les inégalités de revenus qui font que le modèle n'est pas "soutenable" à terme. Une des dimensions de ce problème est le vieillissement. En 2030, un quart de la population aura plus de 65 ans : c'est le résultat paradoxal d'une

brutale politique de contrôle des naissances. Or, le régime public de retraites ne couvre que 14 % de la population active. Depuis sa réforme en 1997, il prévoit le versement d'une pension de base à taux uniforme et d'une pension proportionnelle aux cotisations, indexée sur le taux des dépôts bancaires. Le gouvernement voudrait transformer ce deuxième pilier en comptes individuels de retraite par capitalisation, et une réforme expérimentale de ce type a été lancée dans plusieurs provinces. Cette question va durablement peser sur la situation sociale.

Où va la Chine ?

Tout dépendra de la vitesse relative de plusieurs phénomènes. Dans le camp impérialiste, les larmes de crocodile sur les droits sociaux bafoués peuvent se transformer en mesures de rétorsion plus ou moins belliqueuses. Cependant, le camp impérialiste est divisé. Pour certains, la concurrence chinoise représente une menace mortelle qui s'étend à des secteurs de haute technologie. Mais, pour d'autres, la Chine présente un double avantage: elle offre des débouchés, avec un des rares grands marchés intérieurs en expansion, et elle est aussi pourvoyeuse de biens de consommation à bas prix qui permettent de faire baisser la valeur de la force de travail. Soit dit en passant, cette propriété - déjà analysée par Marx dans *Le Capital* - réduit à néant l'argument des avocats de la mondialisation, selon lequel les importations à bas prix en provenance de la Chine bénéficieraient aux consommateurs. Si les évolutions actuelles se prolongent, il est probable que ces avantages passeront progressivement au second rang par rapport aux inconvénients concurrentiels. On verrait alors se déchaîner l'agressivité des puissances impérialistes, avec une nouvelle extension des mesures protectionnistes similaires aux quotas européens et l'exigence réaffirmée d'une réévaluation du yuan, le tout enrobé d'une rhétorique sur les droits de l'homme et la protection des emplois.

Mais ce sont au fond les salariés et les paysans chinois qui tiennent la clé des évolutions à venir. Et il ne s'agit pas là

Désastres environnementaux

La croissance chinoise est souvent présentée comme une catastrophe écologique en soi. Ainsi, six des dix villes les plus polluées du monde se trouvent en Chine, les pluies acides tombent sur un tiers du territoire, les eaux contaminées tuent plus de 30 000 enfants chaque année: on pourrait multiplier les exemples des méfaits d'une croissance chaotique.

Le rendement énergétique est très mauvais: pour chaque dollar produit, la Chine dépense 4,7 fois plus d'énergie que les Etats-Unis, et 11,5 fois plus que le Japon. Après l'amélioration constatée au cours des deux dernières décennies, la consommation d'énergie s'est mise à croître plus vite que le PIB depuis 2002. Le charbon et le pétrole - dont les achats chinois contribuent à faire monter le cours - sont les principales sources d'énergie.

Le gouvernement met beaucoup d'argent dans l'environnement (85 milliards de dollars au cours des cinq dernières années) et ouvre ainsi un énorme marché aux entreprises étrangères. Mais il est incapable de contrôler les pratiques désastreuses des entreprises, soucieuses avant tout de leur chiffre d'affaires. La question-clé est de savoir si le gouvernement sera capable ou non d'imposer aux entreprises une croissance plus respectueuse de l'environnement et de mener les politiques adéquates en matière énergétique. C'est donc en Chine, compte tenu de sa taille et de sa croissance, que se joue en grande partie l'environnement de la planète. ■

de rhétorique. S'ils arrivent, malgré l'appareil répressif du Parti et du syndicat unique (qui en est très classiquement la courroie de transmission), à s'organiser et à imposer une nouvelle répartition des revenus et un contrôle sur les priorités de l'économie, alors un grand pas aura été franchi. Car ils auront alors mis fin au double paradoxe chinois: celui d'une économie qui croît si vite et redistribue si peu, et celui d'une sorte de "capitalisme bureaucratique d'Etat" qui ne pourra réussir longtemps à combiner les traits les plus repoussants du capitalisme sauvage et d'un "communisme" totalement dégénéré. ■

* Article paru dans *Rouge* n°2128, 6 Octobre 2005



Mort ou pas mort quand vous lirez ces lignes, nous n'allons certainement pas pleurer sur le sort de ce criminel de guerre. Curieux retournement de l'histoire, les médias et politiciens occidentaux "s'inquiètent sur l'avenir du processus de paix", comme si ce processus n'avait pas été assassiné exactement par cet homme qu'on décrit maintenant comme "une colombe". Michel Warschawski remet les pendules à l'heure. PAR MICHEL WARSCHAWSKI, DE JERUSALEM

Sharon, criminel de guerre

Contrairement à ce qu'en disent les médias, le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, n'était pas, et n'a jamais prétendu être, même ces deux dernières années, un homme de paix, ayant l'intention de rouvrir des négociations avec la direction palestinienne dans le but d'arriver à un "juste compromis", mettant fin à un siècle de conflit. Au contraire, Sharon rejetait explicitement la possibilité même d'une paix entre Israël et les Arabes. Il était ainsi le premier dirigeant israélien, depuis Ben Gourion, à avoir eu une vision politique d'ensemble.

Il avait un projet à long terme, national, global, qui tient en quatre points. Premièrement, la guerre de 1948 n'est pas encore terminée et les frontières définitives d'Israël ne doivent pas encore être figées. Deuxièmement, la priorité d'Israël, pour les 50 prochaines années, est de créer une continuité juive de la mer Méditerranée au Jourdain, par un processus continu d'implantations de colonies. Troisièmement, de façon à conserver le caractère démographiquement juif d'Israël, les Palestiniens doivent être exclus de l'État, soit par l'expulsion, soit par leur enclavement dans des sortes de réserves indiennes. Enfin, quatrième caractéristique du projet de Sharon, aucun Arabe, au moins dans les 50 prochaines années, ne fera la paix avec Israël, et comme ce dernier n'a et n'aura pas de partenaires, la création de cet "Etat palestinien", la définition de ses frontières et de ses

prérogatives seront décidées unilatéralement par le gouvernement d'Israël.

Si la disparition de Sharon de la scène politique n'est en aucun cas la fin d'un quelconque nouveau processus de paix, cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse d'un incident mineur dans la conjoncture politique. Sharon était le seul dirigeant capable



de quitter son parti, le Likoud, et de créer en quelques semaines Kadima ("En avant") qui, selon les estimations, devait récolter plus de voix que le Likoud et le Parti travailliste réunis. Le problème de Kadima, c'est qu'il s'agit du parti d'un seul homme, une structure dont le but était de donner à Ariel Sharon, et à lui seul, les moyens de mettre en œuvre sa politique. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une collection de déserteurs de pratiquement tous les partis politiques d'Israël, allant de l'extrême droite au sionisme de gauche.

Les prochaines élections ayant lieu à la fin du mois de mars, la direction de Kadima n'a guère de temps pour

se façonner un profil politique et une équipe dirigeante capable de convaincre les électeurs israéliens qu'elle est en mesure de mettre en œuvre la politique de Sharon sans Sharon. Certains des dirigeants de Kadima négocient déjà en secret leur retour dans les différents partis qu'ils ont désertés, ce qui réjouit Benjamin Nétanyahou (Likoud) comme Amir Peretz (Parti travailliste). Tous les deux devront revoir leurs plateformes politiques pour regagner la grande masse d'électeurs qui avait l'intention de soutenir Ariel Sharon aux prochaines élections. Cela n'aura rien de simple.

Pour résumer, la scène politique israélienne est aujourd'hui un tourbillon sans précédent et personne n'ose dire ce que sera la situation après les élections, qui constituera le gouvernement, quel type de coalition se mettra en place, et même qui appartiendra à quel parti...

Les Palestiniens doivent-ils se réjouir d'un tel désordre? Pas forcément. Comme l'a déclaré un porte-parole palestinien à la radio: *"Lorsqu'il y a un nouveau gouvernement israélien, il cherche toujours à asseoir sa crédibilité en frappant les Palestiniens"*.

Une autre raison de ne pas se réjouir: Ariel Sharon fera partie des nombreux criminels de guerre qui vont mourir sans avoir été traduits devant une cour internationale de justice pour rendre compte de tous les crimes qu'ils ont commis ces 50 dernières années. ■

Diabolisé par certains, le Hamas reste une composante de la résistance palestinienne dont le poids politique est croissant. Publier son point de vue fait donc partie d'une information honnête sur les forces de résistance à l'occupation sioniste. Nous avons interviewé en août 2005 Hassan Youssef, porte-parole du Hamas en Cisjordanie. Un mois après, lors d'une rafle massive de militants palestiniens de différents partis, il est arrêté par l'armée israélienne. En écrivant cette introduction, nous ne connaissons pas les résultats des élections en Palestine en janvier 2006. Toutes les estimations prévoient une percée du Hamas. Contrairement à Javier Solana et à Bush, qui menacent de couper l'aide à l'Autorité palestinienne si le Hamas gagne, nous essayons de comprendre ce choix.

PROPOS RECUEILLIS PAR MIREILLE COURT CHRIS DEN HOND

HASSAN YOUSSEF

" LA SEULE SOLUTION EST L'UNITE CONTRE L'OCCUPATION "



Le bourgmestre de Bethléem et le bourgmestre de Ramallah sont des membres du Front populaire FPLP, élus avec le soutien du Hamas, contre le candidat du Fatah. Comment expliquez-vous cette alliance ?

Hassan Youssef : Sur le principe, il n'y a pas seulement une alliance avec le FPLP, mais aussi avec d'autres courants politiques. Nous sommes pour l'ouverture vers les autres, nous ne sommes pas sectaires. Nous croyons qu'il y a une possibilité de vivre avec l'autre et de discuter. Ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. Depuis Madrid et les accords d'Oslo et l'après Oslo, nous avons des positions en commun avec le Front Populaire. Il y a eu des rencontres entre la direction du Hamas et le Front Populaire en Cisjordanie et à Gaza pour discuter de la possibilité d'une alliance pour les élec-

tions municipales et législatives. Nous, les Palestiniens, pensons que la seule solution c'est l'unité contre l'occupation qui veut frapper toute la résistance palestinienne. Nous pensons que le Front Populaire, malgré toutes les divergences idéologiques que nous avons avec eux, est l'organisation la plus crédible et la plus cohérente sur la question des droits de notre peuple palestinien.

Si vous êtes au pouvoir, allez-vous installer un pouvoir islamique fondamentaliste comme les Talibans ?

H.Y. : Nous ne voulons pas que notre modèle ressemble au modèle des Talibans ou d'Al Qaida. Leur philosophie n'est pas construite sur une compréhension correcte de la religion islamique qui est interprétée par eux comme un slogan. Nous croyons que l'Islam veut vivre et dialoguer avec les

autres, un Islam qui veut dialoguer avec d'autres civilisations, sans conflits avec elles, un Islam qui croit en la science, la découverte et l'origine du monde, un Islam qui respecte la femme, un Islam qui croit à l'égalité sociale et au partage, un Islam qui croit à la suprématie de la loi et à l'indépendance de la justice, à l'égalité des chances entre les gens et aux droits des citoyens, un Islam qui croit à la liberté. C'est l'Islam tel que nous l'interprétons. Les Talibans font une fausse interprétation de l'Islam.

Et le Hezbollah ?

H.Y. : L'orientation du Hezbollah est claire. Il appartient à la communauté shiite, mais nous ne regardons pas ces détails-là, parce que nous pensons que le Hezbollah est un mouvement avec un projet et des buts similaires aux nôtres. Nous avons des divergences secondaires. C'est très normal, leur programme et leur vision sont très proches de la nôtre. Je pense qu'ils reprochent la même chose à Al Qaida et aux Talibans que nous.

Si vous êtes au pouvoir, les femmes n'auront plus de droits et vous allez jeter les juifs à la mer ?

H.Y. : (Il rit). Ce n'est pas vrai, parce que les femmes font partie de notre mouvement et de notre réalité. Elles sont dans le bureau politique de notre organisation. Nous avons permis aux femmes de combattre l'occupation aux côtés des hommes. Nous avons des martyres, des sœurs prisonnières à vie. Les femmes condamnées à la plus longue peine de prison est une femme du Hamas, Alham

Tamimi. Elle a été condamnée à 17 fois la perpétuité. Lors des dernières élections municipales, parmi les 180 femmes qui se sont présentées aux élections, il y avait environ 140 femmes militantes du Hamas ou proches du Hamas. C'est bien la preuve que nous soutenons les femmes. Nous avons des femmes ingénieurs, avocates, médecins, docteurs dans les universités, dans la religion et dans la politique. Nous ne posons pas de restrictions aux femmes, au contraire, on les pousse à prendre tout leur rôle comme le font les hommes.

En ce qui concerne les juifs "qu'il faut jeter à la mer", ce sont des propos qui ne sont pas corrects, qui sont faux. Nous ne sommes pas contre la religion juive, nous sommes contre l'occupation



"Les négociations sont une couverture pour les attaques contre notre peuple"

israélienne qui contrôle notre terre et nos lieux sacrés. Ils ont chassé notre peuple, ils ont assassiné notre peuple, c'est avec eux que nous sommes en conflit. Il faut utiliser tous les moyens pour en finir avec l'occupation de notre terre. Il y a eu des négociations, à Oslo et à Madrid et plusieurs rencontres, mais il n'y a pas eu de résultats.

Nous ne comptons pas beaucoup sur les négociations, parce que l'occupation les utilise pour créer des faits accomplis sur le terrain. Depuis Oslo, la colonisation n'a pas seulement doublé, elle a explosé. Jérusalem est judaïsée et isolé. L'escalade des attaques contre notre peuple continue, avec des négociations comme couverture. Nous pensons que les négociations ne sont pas utiles sous l'occupation israélienne. ■

Les diplomates de l'Union européenne en poste à Jérusalem et à Ramallah ont travaillé à la rédaction d'un rapport rendant compte de la politique d'Israël dans le secteur de Jérusalem. Ce rapport est accablant pour le gouvernement israélien.

PAR CHRIS DEN HOND

Solana refuse de publier un rapport diplomatique accablant sur Israël

Il ne s'agit pas de "gauchistes ou pacifistes israéliens", ni de "groupes extrémistes pro palestiniens" mais bien de diplomates sérieux. Le rapport est sans ambiguïté et démontre que "l'expansion des colonies en Cisjordanie, la construction du mur, les destructions des maisons palestiniennes à Jérusalem-Est sont le résultat d'une politique israélienne délibérée qui réduit les perspectives d'aboutir à un accord sur le statut final de Jérusalem acceptable par les Palestiniens". Les diplomates ajoutent que la construction du mur n'est pas seulement motivée par des considérations de sécurité et que son tracé coupe les 230.000 résidents palestiniens de Jérusalem-Est de la Cisjordanie."

Influence compromise

Alors, grand scandale ? Pas du tout. Javier Solana, le haut représentant pour la politique extérieure de l'Europe a expliqué aux ministres que "l'influence de l'Europe sur Israël serait largement

compromise si le rapport était publié" (sic). L'UE décide donc en décembre de ne pas publier ce rapport critique sur la présence israélienne à Jérusalem-Est. Et ce n'est pas tout. L'UE menace de couper l'aide à l'Autorité palestinienne si le Hamas remporte les élections.

L'UJPF réagit

L'Union juive française pour la Paix, s'est fâchée et nous a fait parvenir le communiqué de presse suivant⁽¹⁾: "L'Europe soutient les Palestiniens à condition qu'ils soient dignes d'être soutenus par l'Europe, ainsi doit-on comprendre les déclarations de Javier Solana. Il menace les Palestiniens de remettre en cause toute aide financière si le Hamas devait gagner les élections le 25 janvier. En même temps, l'Union européenne refuse de diffuser un rapport sur la façon dont l'Etat d'Israël met en place la judaïsation de Jérusalem, pour ne pas intervenir avant une campagne électorale dit-elle. On pourrait résumer l'attitude de l'Union européenne de la façon suivante: Il ne

faut pas faire de peine à Israël, surtout en période électorale ou pré-électorale. Il ne faut pas que les Palestiniens nous fassent quelque peine qu'il soit s'ils veulent qu'on continue à les aider, et par conséquent il ne faut pas qu'ils votent pour des candidats dont nous ne voulons pas. Il y a longtemps que l'on sait que l'Europe soutient la politique israélienne et qu'elle refuse de prendre des positions autres que symboliques en faveur des Palestiniens. On peut y voir le résidu d'une culpabilité liée au passé. L'Europe peut alors se permettre de donner des leçons de démocratie à un peuple occupé dont l'occupant grignote chaque jour des morceaux de son territoire pour réaliser son rêve: un Etat juif de la Méditerranée au Jourdain. Quant aux Israéliens, ils se contentent de dire que le Hamas n'a pas le droit de présenter des candidats, que cela ferme la porte à toute perspective de paix (comme s'il y en avait !!!). Le moyen le plus efficace de lutter contre le Hamas est de mettre fin à l'occupation qui le nourrit." ■

(1) (communiqué de presse UJPF du 13/01/06)



Au Portugal, notre camarade Francisco Louça était candidat du Bloc de Gauche pour les élections présidentielles du 22 janvier dernier. Sa campagne a été particulièrement dynamique, combative (voir son site : www.franciscouloucapresidente.net) et originale, à l'image de cet extrait de BD de campagne qui brocarde avec humour les autres candidats. Tandis que ces derniers sont transportés dans un taxi qui les ramène vers leur passé peu reluisant, Louça emprunte un autobus vers l'avenir où les gens lui font part de leurs aspirations (dans les bulles: "Ce serait bien si tous les gens avaient un travail... si l'avortement et les drogues douces étaient légalisé, si l'enseignement était gratuit, si les riches payent des impôts", etc.)

Au niveau des résultats de ces élections, c'est la droite qui l'a largement remporté puisque son candidat, Cavaco Silva rafle au premier tour 50,6% des voix. Le PS a subi une nouvelle défaite, ses deux candidats rivaux obtenant 20% pour Alegre et 14% pour Mario Soares. Le candidat du PCP, De Sousa, obtient un bon score avec 8,5%. Francisco Louça, pour le Bloc, a confirmé l'enracinement de ce dernier en obtenant plus de 300.000 voix, soit 5,3% (avec une pointe record de 7,8% à Madeira), le second meilleur résultat du Bloc en 7 ans d'existence.



Bouquinages

"Le dilemme israélien. Un débat entre Juifs de gauche" Gilbert Achcar. Lausanne, Editions Page 2, 2006.

Ce débat est celui conduit entre deux amis et militants, l'un enseignant à la London School of Economics, Ralph Miliband, et l'autre, Marcel Liebman, qui sera l'un des historiens du mouvement ouvrier les plus reconnus en Belgique et enseignera à l'Université libre de Bruxelles. L'échange de lettres s'est effectué en 1967 à l'occasion de la dite guerre des Six Jours. Cette guerre fut un tournant majeur dans la perception politique de l'Etat d'Israël, notamment dans les milieux de la gauche européenne, un tournant dont la marque est restée prégnante jusqu'à nos jours.

Gilbert Achcar, professeur de sciences politiques à l'Université Paris-8, présente dans une introduction et une conclusion fournies ces deux marxistes indépendants et le sens de leur débat. ■



"En lutte ! Etat des résistances dans le monde 2006" Manière de voir décembre 2005-janvier 2006. Coordination François Polet (CETRI).

Cette dernière livraison de "Manière de voir" (réalisée par le Cetri et coordonnée par François Polet) aurait pu effrayer tout lecteur un tant soit peu réticent aux célébrations enchantées de l'altermondialisme, aux analyses globalement abstraites de "l'empire" et aux interprétations unilatérales d'un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis. Le dossier y échappe fort heureusement, par la présentation critique d'un large éventail de résistances, trop souvent méconnues, de l'Amérique latine à l'Asie en passant par l'Afrique et l'Europe, sans oublier deux articles sur les renaissances des luttes, ou leur balbutiement, aux Etats-Unis et en Australie.

Cet ouvrage collectif vise à mettre en évidence l'émergence et le développement des luttes sociales et citoyennes qui, dans les pays des cinq continents, s'opposent aux politiques néolibérales et à l'arbitraire politique. Réalisées par des auteurs locaux - chercheurs ou militants - dans un style concis, chacune des 35 contributions propose au lecteur de plonger dans des réalités souvent mal connues - Argentine, Kenya, Indonésie, Russie... - pour identifier les acteurs, les enjeux, les résultats et le devenir de ces résistances. ■

FRANCK POUPEAU



Commandez Les Cahiers de la gauche!

Trois numéros parus:

Numéro 1: "Good bye Lénine", 32 pages, 2 euros

"Lénine ou la politique du temps brisé". Daniel Bensaïd <
"Daniel Bensaïd et le léninisme". Samy Joshua <
"Oublier Lénine?". Roland Lew <
"Welcome Lenin". Carlos Sevilla <
"Le périmètre de la pensée révolutionnaire chez Lénine".
François Vercammen <
"Biographies". Pips Patroons <
Hors Champs Poétiques:
"Un aveu qui en dit long". Serge Noël <
"Octobre"-Juin <



Numéro 2: "Un histoire à batailler", 52 pages, 3,50 euros

> 1974: "La révolution des Oeillets". Francisco Louça
> 1984: "La grève des mineurs britanniques". Alan Thornett
> 1979: "Révolution au Nicaragua. IVE Internationale
> 1934: "Asturies, une révolution isolée". José Babiano
> 1934: "La chute de Vienne la rouge". Ataulfo Riera
> "Les trotskystes et la résistance pendant la IIe Guerre mondiale."
Ernest Mandel
> "Hommage à Abraham Léon". Ernest Mandel
> "Les Oubliés". Mourad Boucif
Hors Champs Poétiques:
> Langston Hughes
> Il n'y a plus de sel pour absorber la tache de vin



Numéro 3: "Ernest Mandel sur l'Europe", 28 pages, 2 euros

"Fonctions et limites du marché commun européen".
Ernest Mandel <
"Europe: relance et austérité". Ernest Mandel <
"Le mouvement ouvrier européen et la concurrence Europe-
Amérique". Ernest Mandel <
"La solution de rechange socialiste". Ernest Mandel <
"Ernest Mandel et l'Europe". François Vercammen <



Tous les mois...
Lisez la gauche!

Abonnez-vous !

la gauche ne bénéficie d'aucun subside à la presse, ni de rentrées publicitaires, elle ne vit que grâce à ses ventes militantes et à ses abonné/es. A l'heure où la presse progressiste se réduit à peau de chagrin dans ce pays, soutenir la gauche est aussi un soutien au nécessaire pluralisme de la presse dite d'opinion.

TARIFS DES ABONNEMENTS ET COMMANDES:

Prix au numéro (mensuel): 1,5 euros //
Abonnement un an: 15 euros // Abo. un an à l'étranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros. Cahiers de la gauche (voir prix au n° ci-dessus) // A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90 + Mention indicative. lagauche@sap-pos.org

sommaire

ALTERNATIVES

■ La solidarité n'est pas un délit! 2

EDITO

■ Oui à l'Europe des dockers! 3

ECO-LOGIQUE

■ Mortelle amiante 4

REB'ELLES

■ Féminicide en Amérique centrale 5

ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

■ Le rap, vecteur du mouvement social 6-7

POLITIQUE

■ Sleenckx: place à l'alternative! 8-9

SOCIAL

■ Belgacom: du sang et des larmes 10

■ Salaires: Des décisions courageuses 11

■ Encore plus bas que le RIS 12-13

■ Pauvre Belgique! 13

DÉBATS

■ Lutte contre le Pacte, un bilan 14-16

SOCIAL/EUROPE

■ Working poors made in Europe 17-19

INTERNATIONAL

■ FSM: priorités et axes communs 20-21

■ Venezuela: diffamation 21

■ Chine: émergence d'un géant 22-23

■ Israël: Sharon, criminel de guerre 24

■ Palestine: Unité contre l'occupation 25-26

■ Un rapport occulté 26

ARRÊT SUR IMAGE 27

BOUQUINAGES 27

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.